

**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU MALI**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
Comité National de la Balance des Paiements

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

MALI 2018





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**REPUBLIQUE DU MALI**  
Ministère de l'Economie et des Finances  
**Comité National de la Balance des Paiements**

## **BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

MALI 2018



**BALANCE DES PAIEMENTS ET  
POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU MALI  
AU TITRE DE L'ANNEE 2018**

(Élaborée selon les principes et règles édictés par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

---

**SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO**

94, AVENUE MOUSSA TRAVELE

BP 206 - BAMAKO - MALI

TEL. (223) 20 22 37 56

FAX. 223) 20 22 47 86

[WWW.BCEAO.INT](http://WWW.BCEAO.INT)

## Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	7
2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali.....	10
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	15
1.1 Balance commerciale de biens.....	16
1.1.1 Exportations de biens .....	17
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	17
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	19
1.1.2 Importations de biens.....	21
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	21
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	22
1.1.2.3 Orientation géographique des importations .....	23
1.2 Balance des services.....	25
1.2.1 Exportations de services.....	26
1.2.2 Importations de services.....	26
1.3. Compte de revenu primaire.....	28
1.4. Compte de revenu secondaire.....	29
II. COMPTE DE CAPITAL.....	31
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	31
2.2 Transferts en capital.....	31
III. COMPTE FINANCIER.....	33
3.1 Investissements directs.....	33
3.2 Investissements de portefeuille .....	34
3.3 Dérivés financiers.....	34
3.4 Autres investissements.....	34
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	35
4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale.....	35
4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.....	35
4.3 Actifs extérieurs nets des institutions monétaires .....	36
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	37
5.1 Evolution de la position extérieure globale.....	37
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale .....	38
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale .....	39
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	40
ANNEXES.....	41
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	43
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	50
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	51

## **LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES**

### **GRAPHIQUES**

	Pages
Graphique 1 : Evolution du compte courant	15
Graphique 2 : Structure du compte courant	16
Graphique 3 : Evolution des exportations de marchandises	19
Graphique 4 : Destination des exportations	19
Graphique 5 : Commerce intra-UEMOA en 2017	20
Graphique 6 : Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	21
Graphique 7 : Evolution des importations de marchandises FOB	23
Graphique 8 : Origine des importations	23
Graphique 9 : Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	24
Graphique 10 : Evolution de la balance des services	25
Graphique 11 : Evolution des envois de fonds des travailleurs migrants	30
Graphique 12 : Répartition des dons projets par bailleur et secteur bénéficiaire	32

### **TABLEAUX**

	Pages
Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	8
Tableau 2 : Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	13
Tableau 3 : Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	14
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes	15
Tableau 5 : Evolution du compte de biens	16
Tableau 6 : Evolution des exportations de biens	17
Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	17
Tableau 8 : Evolution des exportations par principaux produits	18
Tableau 9 : Evolution des importations de biens	21
Tableau 10 : Evolution des importations par principaux produits	22
Tableau 11 : Evolution des exportations et importations de services	25
Tableau 12 : Evolution de la balance des services	25
Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire	29
Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire	29
Tableau 15 : Evolution du compte de capital	31
Tableau 16 : Evolution du compte financier	33
Tableau 17 : Evolution des avoirs et des engagements de la Banque Centrale	35
Tableau 18 : Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts	36
Tableau 19 : Evolution des avoirs extérieurs nets	36
Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette	38
Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette	39
Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	39

## **LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DGCC	:	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
ISBLM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
KFW	:	Etablissement de Crédit pour la Reconstruction (institution de droit public allemande)
MINUSMA	:	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine



## **AVANT PROPOS**

*L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMO) et du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.*

*Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.*

*La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales. Le Manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN 2008) et le manuel de statistiques monétaires et financières.*

*Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6<sup>ème</sup> édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.*

*Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.*

*Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.*

*La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.*

## RESUME

L'environnement économique et financier international en 2018 s'est caractérisé par un ralentissement de la croissance économique mondiale, du fait de la perte de confiance des agents économiques, des tensions commerciales et du durcissement des conditions financières dans certaines régions du Monde. Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie mondiale est ressorti à 3,6% en 2018, après 3,8% en 2017.

En dépit de la hausse des prix du pétrole, le taux d'inflation, dans les pays avancés, s'est établi en moyenne à 2,0%, contre 1,7% en 2017. Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises, du fait de l'atténuation des risques politiques en Zone euro.

Au sein des pays de l'UEMOA, l'expansion de l'activité économique s'est poursuivie, du fait de la consolidation au sein de la Zone et de la demande intérieure des pays industrialisés, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires au sein de l'Union. Le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,6% en 2018, soit le même niveau qu'en 2017. Le taux d'inflation (variation moyenne de l'indice harmonisé des prix à la consommation - IHPC) s'est établi à 1,2% en 2018 contre 1,1% l'année précédente.

Au Mali, un ralentissement de l'activité économique a été observé en 2018, avec un taux de croissance du PIB de 4,7%, après 5,3% en 2017. Le taux d'inflation s'est établi à 1,9% en 2018, contre 2,4% en 2017, conforme à l'objectif d'inflation de 3,0% maximum fixé dans le cadre de la convergence de l'UEMOA. Au niveau des finances publiques, le déficit global base engagements et dons compris, s'est accentué en 2018, avec un montant de 453 milliards, soit 4,7% du PIB contre 2,9% en 2017.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde pendant l'année 2018 font état d'une amélioration du profil des échanges, avec un solde global ressorti excédentaire de 105 milliards, après le déficit de 41 milliards enregistré un an plus tôt.

Le compte des transactions courantes a affiché un déficit de 465 milliards en 2018, en consolidation de 180 milliards par rapport au niveau de l'année 2017. S'agissant du compte financier, il a enregistré un solde de -401 milliards, après -417 milliards en 2017. Ce montant correspond à 72 milliards d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 473 milliards d'accroissement net des passifs.

Résultant des diverses évolutions citées ci-dessus, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 105 milliards. En effet, les créances nettes de la Banque centrale sur les non-résidents se sont accrues de 115 milliards tandis que celles des autres institutions de dépôts ont fléchi de 10 milliards à fin 2018. La position extérieure globale s'est chiffrée à -4.466 milliards, après -4.380 milliards un an plus tôt, en raison de l'augmentation plus rapide du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

## **INTRODUCTION**

### **1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE<sup>1</sup>**

L'année 2018 s'est caractérisée par un ralentissement de la croissance mondiale, avec un niveau de 3,6% contre 3,8% en 2017. En effet, l'activité mondiale a subi les effets de la montée des tensions commerciales et du relèvement de droits de douane entre les Etats-Unis et la Chine, de la baisse de la confiance des chefs d'entreprise, du durcissement des conditions financières et de l'augmentation de l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics dans de nombreux pays. Ces conditions peu propices, combinées aux facteurs propres à certains pays et certains secteurs, ont constitué un frein à l'expansion.

Dans les pays industrialisés, la croissance a ralenti plus que prévu, en passant de 2,4 % en 2017 à 2,1% en 2018. L'activité dans ces pays a pâti de la combinaison de plusieurs facteurs : une baisse de la confiance des agents économiques, les incertitudes entourant les politiques budgétaires, les craintes liées à un Brexit dur, etc.

Après avoir connu une hausse en 2017, les exportations des pays de la Zone euro ont baissé considérablement, entraînant une décélération de la croissance à 1,8 % en 2018 contre 2,4 % en 2017, du fait en partie de la faiblesse des échanges qui a accentué le pessimisme dans la Zone. Dans un contexte de tensions commerciales croissantes avec la Chine, les Etats-Unis connaissent une amélioration de leur croissance en 2018, passant de 2,2 % à 2,9 %, sur fond de marché du travail tendu et de croissance vigoureuse de la consommation. Toutefois, les incertitudes liées aux conséquences de ces tensions font craindre une récession.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique s'est rétractée de -0,3 point avec un recul du niveau de la croissance de 4,8% en 2017 à 4,5% en 2018. En Chine, le durcissement des réglementations en matière d'endettement, la baisse des dépenses en biens de consommation durable, la baisse des commandes à l'exportation ont freiné l'expansion, de sorte que la croissance chinoise est passée de 6,6 % en 2017 à 6,3 % en 2018. Dans les autres pays émergents, l'expansion a également ralenti.

Dans les pays de l'Afrique sub-saharienne, la croissance est en progression de 0,2 point de pourcentage. Les facteurs comme la baisse de l'inflation et l'assainissement des comptes publics, dans la plupart des pays, ont soutenu cette consolidation de la croissance.

L'évolution du niveau de l'inflation globale en 2018 reste contenue malgré une faible progression, portée par la hausse du pétrole. Dans les pays industrialisés, le taux d'inflation se situait à 2,0% en 2018, contre 1,7 % en 2017, restant conforme aux objectifs fixés par les banques centrales. Les pays émergents et en développement affichent un taux d'inflation à 5,0% en 2018 en progression par rapport à leur niveau de 2017 qui était de 4,7%, dans un contexte de resserrement des politiques monétaires dans la plupart des pays émergents en vue de contenir les pressions inflationnistes. L'inflation dans les pays sub-sahariens s'est située à 8,5% après un taux de 11,0% en 2017, ce recul étant plus marqué dans les pays exportateurs de pétrole (hors Nigéria).

---

<sup>1</sup> Sources des données : Rapport annuel 2016 de la BCEAO, statistiques BCEAO.

Sur les marchés financiers en 2018, on observe des évolutions contrastées, dans un contexte marqué par un durcissement des conditions financières et la poursuite du resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis. Sur la place boursière de New York, l'indice Dow Jones s'est renforcé de 15,2% par rapport à l'année précédente, porté par la bonne tenue de l'économie américaine, à la suite de la mise en œuvre des mesures de relance budgétaire. Au Japon, l'indice Nikkei 225 s'est conforté de 10,9% par rapport à son niveau précédent. Toutefois, dans la Zone euro, l'indice EuroStoxx 50 s'est replié de 2,5% par rapport à son niveau moyen de 2017. En outre, au Royaume-Uni, l'indice Footsie 100 a légèrement reculé de 0,2% en 2018, en raison des incertitudes liées à l'issue du Brexit et aux risques d'une crise dans la Zone euro. Les places boursières africaines ont également connu des évolutions contrastées en 2018. Les indices GSE du Ghana et NSE du Nigeria ont progressé respectivement de 41,4% et 17,6% en 2018. De même, en Afrique du Sud, l'indice FTSE/JSE s'est apprécié de 2,9% dans un contexte de faible reprise de l'activité économique. Par contre, dans la Zone UEMOA, l'indice BRVM<sub>10</sub> des valeurs mobilières s'est replié de 14,0%.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2018. Par rapport au dollar, l'euro a augmenté de 4,6% pour s'établir à 1,181 dollars en 2018. La devise européenne est également ressortie en hausse par rapport au franc suisse (+3,9%), au yen japonais (+3,0%) et à la livre sterling (+1,0%).

Dans la zone UEMOA, le franc CFA s'est conforté par rapport aux principales devises de la sous-région en 2018. En moyenne annuelle, 1 000 FCFA s'échangeait contre 8,250 cedis ghanéens, 86,438 dalasis gambiens, 14.263,886 leones sierra-leonais, 257,690 dollars libériens, 16.221,371 francs guinéens et 549,997 nairas nigériens.

**Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins**

Devises	Taux de change moyens annuels (unité monétaire étrangère pour 1.000 FCFA)		
	2017	2018	Variation (%)
<b>Monnaie</b>			
Droit de tirage spécial	1,240	1,272	2,6%
Dollar des Etats-Unis	1,722	1,801	4,6%
Franc suisse	1,695	1,761	3,9%
Livre Sterling	1,336	1,349	1,0%
Yen japonais	193,084	198,805	3,0%
Dalasi gambien	79,442	86,438	8,8%
Cedi ghanéen	7,460	8,250	10,6%
Franc guinéen	15 608,884	16 221,371	3,9%
Dollar libérien	192,299	257,690	34,0%
Naira nigérian	524,038	549,997	5,0%
Leone sierra-leonais	12 650,378	14 263,886	12,8%

Source : BCEAO

S'agissant des produits de base, les cours ont été affectés par les tensions commerciales, les craintes concernant la croissance mondiale et l'affaiblissement de la demande en provenance de la Chine.

Concernant les cours des matières premières exportées par l'Union, ils ont enregistré des évolutions baissières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du pétrole (+26,8%), du cacao (+13,0%), du coton (+12,7%) et de l'or (+1,1%). Les baisses les plus importantes ont été observées pour l'huile de palmiste (-27,8%), le caoutchouc (-19,7%), le café robusta (-16,2%) et l'huile de palme (-14,4%). En effet, les cours du pétrole ont poursuivi leur reprise à la hausse, entamée en 2017, en lien avec le

respect des objectifs de quota de production du Venezuela, de la Russie et de l'Iran. Pour leur part, les cours du coton ont bénéficié de la vigueur de la demande, conjuguée à la baisse des stocks, tandis que ceux de l'or continuent de bénéficier de leur statut de valeur refuge, avec une forte demande de la part des Banques Centrales et des investisseurs financiers.

Au sein de l'UEMOA en 2018, la croissance économique est demeurée vigoureuse, profitant de la consolidation au niveau international et de la demande intérieure dans les pays industrialisés. Au plan interne, les économies ont profité d'un environnement sociopolitique globalement favorable et d'un climat des affaires en amélioration.

Le produit intérieur brut de l'Union a progressé de 6,6% en 2018, soit le même niveau qu'en 2017. Cette croissance est portée essentiellement par le secteur tertiaire avec un apport de 3,7 points, à travers notamment la bonne tenue des activités commerciales, portuaires, de transport ainsi que des services. Le secteur secondaire a, pour sa part, contribué à hauteur de 1,8 point pourcentage, profitant ainsi des grands projets d'infrastructure de base, de l'amélioration de l'offre d'énergie électrique et du regain d'activités dans les industries extractives, avec notamment la mise en production de la seconde plus grande mine d'or au Mali par la société FEKOLA. Le secteur primaire a, pour sa part, contribué à la croissance à hauteur de 1,3 point, du fait de la hausse de la production agricole, favorisée par une bonne pluviométrie.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est en légère progression de 0,1 point, soit un taux de 1,2% en 2018 contre 1,1% en 2017. Cette évolution s'explique principalement par une remontée progressive des prix à la pompe des carburants dans la plupart des parts de l'Union.

En 2018, l'exécution des opérations financières des Etats membres de l'Union a été marquée par la poursuite des actions de consolidation budgétaire, dans un contexte de mise en œuvre satisfaisante des programmes avec le FMI. Cette évolution à la baisse du déficit public est le signe d'une certaine rigueur dans la maîtrise des dépenses publiques, notamment des dépenses courantes et d'une légère amélioration du taux de pression fiscale. Le déficit global, base engagements, dons compris, a enregistré une amélioration de 0,6 point de pourcentage du PIB en 2018, consécutive à la maîtrise des dépenses totales et à la hausse des recettes totales et dons.

A fin décembre, la situation monétaire de l'Union comparée à celle de fin décembre 2017 est marquée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des créances intérieurs et des actifs extérieurs nets. Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 1.203 milliards pour se fixer à 5.375 milliards, à fin décembre 2018. Cette progression est consécutive à une hausse de 1.280 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale, dont l'effet a été atténué par la baisse de 77 milliards de ceux des banques. L'encours des créances intérieures a progressé de 9,4%, par rapport à son niveau à fin décembre 2017, pour se situer à 30.024 milliards, à fin décembre 2018, imputable à l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration publique centrale et des crédits à l'économie. En relation avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 12,4% pour se dresser à 27.715 milliards. Ce renforcement de la liquidité globale est induit par un raffermissement des dépôts de 2.572 milliards (13,6%) et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 493,1 milliards (8,5%).

## **2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI<sup>2</sup>**

Au plan national en 2018, le ralentissement de la croissance du PIB réel s'est poursuivi. Le taux de croissance du PIB est ressorti à 4,7% contre 5,3% en 2017 et 5,9% en 2016. Cette évolution est imputable aux secteurs tertiaire (4,8%) et secondaire (5,5%) qui affichaient respectivement 5,2% et 6,8% de croissance en 2017.

Le secteur primaire a affiché en 2018 un taux de croissance de 5,9% contre 5,2% en 2017. Cette évolution s'explique essentiellement par l'agriculture vivrière dont la production est évaluée à 10.159.539 millions de tonnes en 2018, en hausse de 9,3% par rapport à l'année précédente.

Dans le secteur secondaire, la croissance est évaluée à 5,5% après 6,8% en 2017. Les branches « industries agro-alimentaires » et « constructions » ont contribué à ce ralentissement en 2018 avec respectivement -0,6% et 0,2%, contre 10,5% et 7,6% en 2017.

Dans le secteur tertiaire, le taux de croissance est ressorti à 4,8% en 2018 contre 5,2% en 2017. L'activité dans les branches « commerce », « transports et communications » et « activités financières » explique ces évolutions avec des taux de croissance respectifs de 3,4%, 7,4% et 3,9% en 2018 contre 3,6%, 8,0% et 5,4% en 2017.

Toutefois, les parts des secteurs primaire et tertiaire restent prédominantes dans le PIB, avec respectivement 39,3% et 36,7% du PIB en 2018.

En 2018, l'inflation mesurée par la variation moyenne des prix à la consommation, est estimée à 1,9%, conformément à la norme communautaire de 3,0% prévue par le pacte de convergence.

Dans le domaine des finances publiques, les recettes totales et dons sont ressortis à 1.473 milliards de FCFA contre une réalisation de 1.790 milliards de FCFA à fin 2017, soit une baisse de 317 milliards de FCFA ou 17,7%. Les recettes fiscales ont atteint 1.126 milliards, en diminution de 228 milliards par rapport à 2017, d'où un taux de pression fiscale évalué à 12,6% en 2018 pour une norme minimale de 20% à compter de 2019.

Il est à noter que l'absence des structures de recouvrement sur une partie importante du territoire national, du fait de l'insécurité, certains dysfonctionnements de l'administration fiscale ainsi que les perturbations enregistrées sur l'axe routier Bamako-Dakar, constituent, entre autres, les facteurs explicatifs de cette baisse des recettes en 2018.

Les dépenses totales et prêts nets ont atteint 1.926 milliards de FCFA contre 2.045 milliards de FCFA en 2017, soit une réduction de 119 milliards ou 5,8%.

Le solde global, base engagements, hors dons, est ressorti à -567 milliards contre -400 milliards un an plus tôt. Dons inclus, il s'est établi à -453 milliards (-4,7% du PIB) après -255 milliards de FCFA (-2,9% du PIB) en 2017, pour une norme communautaire de -3,0% maximum à l'horizon 2019.

L'évolution des agrégats monétaires a été marquée, entre 2017 et 2018, par :

---

<sup>2</sup> Sources des données : INSTAT, DNTCP (TOFE), BCEAO.

- une amélioration du niveau des actifs extérieurs nets (+105 milliards ou 50,1%) ;
- une hausse de l'encours des créances intérieures (+282 milliards ou 10,1%) ;
- une hausse de la masse monétaire (+342 milliards ou 14,2%).

L'augmentation de 105 milliards des actifs extérieurs nets des institutions monétaires est en liaison avec la croissance de ceux de la Banque Centrale (+115,0 milliards), atténuée par la contraction de ceux des banques primaires à hauteur de 10 milliards de FCFA.

L'encours des créances intérieures s'est chiffré à 3.080 milliards de FCFA à fin décembre 2018, en hausse de 281,7 milliards par rapport à fin décembre 2017, à la suite de la hausse des créances nettes sur l'Etat (+207 milliards) et des créances sur l'économie (+75 milliards). La détérioration de 207 milliards des créances nettes sur l'Etat est imputable essentiellement à la hausse des créances de la Banque Centrale (liée aux tirages de 76 milliards de FCFA effectués auprès du FMI), à la progression des créances des banques à travers les titres publics ainsi qu'à la baisse des dépôts de l'Etat au niveau des banques pour 124 milliards de FCFA.

La hausse de 75 milliards de l'encours des créances sur l'économie est en ligne avec la timidité observée dans les mises en place des crédits en 2018, du fait de l'entrée en vigueur de nouvelles normes prudentielles dans l'Union, entre autres. S'agissant de la masse monétaire, sa progression de 342 milliards s'est traduite dans la circulation fiduciaire et dans les dépôts en banques qui se sont raffermis de 11,2% et de 15,0% respectivement au cours de la période sous revue. Aussi, la part de la monnaie scripturale dans le stock monétaire s'est inscrite à 81,4% à fin décembre 2018 contre 80,9% à fin décembre 2017.

### **Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements**

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le " tableau 3 (optique BCEAO) " est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation "optique BCEAO", les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.



**Tableau 2 : Balance des paiements 2018 en termes de transactions (Présentation résumée)**

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>3 395 907</b>	<b>3 860 402</b>	<b>-464 495</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>2 325 227</b>	<b>3 377 697</b>	<b>-1 052 470</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>1 991 432</b>	<b>2 204 033</b>	<b>-212 601</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	603 074	2 204 033	-1 600 959
1.A.a.1.1	Dont réexportations	70 705		70 705
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce			0
1.A.a.3	Or non monétaire	1 388 358	0	1 388 358
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>333 795</b>	<b>1 173 664</b>	<b>-839 868</b>
1.A.b.3	Transport	16 304	455 637	-439 333
1.A.b.3.0.2	Dont fret	12 428	406 697	-394 269
1.A.b.4	Voyages	126 094	99 260	26 834
1.A.b.0	Autres services	191 398	618 767	-427 369
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>97 892</b>	<b>381 270</b>	<b>-283 378</b>
1.B.1	Revenus des salariés	46 786	33 318	13 469
1.B.2	Revenus des investissements	47 236	341 952	-294 717
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	6 000	-2 130
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>972 788</b>	<b>101 435</b>	<b>871 353</b>
1.C.1	Administrations publiques	419 119	4 950	414 169
1.C.1.4	Aides budgétaires	48 600		48 600
1.C.2	Autres secteurs	553 669	96 485	457 184
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	521 198	81 694	439 504
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>139 366</b>	<b>6 409</b>	<b>132 957</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	6 084	-6 084
2.2	Transferts en capital	139 366	325	139 041
2.2.1	Administrations publiques	93 495	0	93 495
	Remises de dettes	18 995	0	18 995
2.2.2	Autres secteurs	45 871	325	45 546
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>276 567</b>	<b>572 293</b>	<b>-295 725</b>
3.1	Investissements directs	161	259 558	-259 397
3.2	Investissements de portefeuille	27 229	118 128	-90 900
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	70 748	194 607	-123 859
3.5	Avoirs de réserves	178 430	0	178 430
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-3 258 706</b>	<b>-3 294 519</b>	<b>35 813</b>

Source : BCEAO

**Tableau 3 : Balance des paiements 2018 en termes de transactions (Optique BCEAO)**

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
<b>1</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>3 395 907</b>	<b>3 860 402</b>	<b>-464 495</b>
<b>1.A</b>	<b>Biens et services</b>	<b>2 325 227</b>	<b>3 377 697</b>	<b>-1 052 470</b>
<b>1.A.a</b>	<b>Biens</b>	<b>1 991 432</b>	<b>2 204 033</b>	<b>-212 601</b>
1.A.a.1	Marchandises générales	603 074	2 204 033	-1 600 959
1.A.a.1.1	Dont réexportations	70 705		70 705
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	1 388 358	0	1 388 358
<b>1.A.b</b>	<b>Services</b>	<b>333 795</b>	<b>1 173 664</b>	<b>-839 868</b>
1.A.b.3	Transport	16 304	455 637	-439 333
1.A.b.3.0.2	Dont fret	12 428	406 697	-394 269
1.A.b.4	Voyages	126 094	99 260	26 834
1.A.b.0	Autres services	191 398	618 767	-427 369
<b>1.B</b>	<b>Revenus primaires</b>	<b>97 892</b>	<b>381 270</b>	<b>-283 378</b>
1.B.1	Revenus des salariés	46 786	33 318	13 469
1.B.2	Revenus des investissements	47 236	341 952	-294 717
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	6 000	-2 130
<b>1.C</b>	<b>Revenus secondaires</b>	<b>972 788</b>	<b>101 435</b>	<b>871 353</b>
1.C.1	Administrations publiques	419 119	4 950	414 169
1.C.1.4	Aides budgétaires	48 600	0	48 600
1.C.2	Autres secteurs	553 669	96 485	457 184
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	521 198	81 694	439 504
<b>2</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>139 366</b>	<b>6 409</b>	<b>132 957</b>
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	0	6 084	-6 084
2.2	Transferts en capital	139 366	325	139 041
2.2.1	Administrations publiques	93 495	0	93 495
	Remises de dettes	18 995	0	18 995
2.2.2	Autres secteurs	45 871	325	45 546
<b>3</b>	<b>Compte financier</b>	<b>72 471</b>	<b>473 127</b>	<b>-400 656</b>
3.1	Investissements directs	161	259 558	-259 397
3.2	Investissements de portefeuille	-191	118 416	-118 607
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	72 501	95 153	-22 652
	Administrations publiques	0	25 000	-25 000
3.5	Autres secteurs	72 501	70 153	2 348
<b>6</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-3 258 706</b>	<b>-3 294 519</b>	<b>35 813</b>
<b>7</b>	<b>Solde global</b>	<b>204 097</b>	<b>99 166</b>	<b>104 931</b>
<b>8</b>	<b>Avoirs et engagements extérieurs</b>	<b>-204 097</b>	<b>-99 166</b>	<b>-104 931</b>
8.1	Banque Centrale	-178 430	-63 416	-115 014
8.2	Autres institutions de dépôts	-25 667	-35 750	10 083

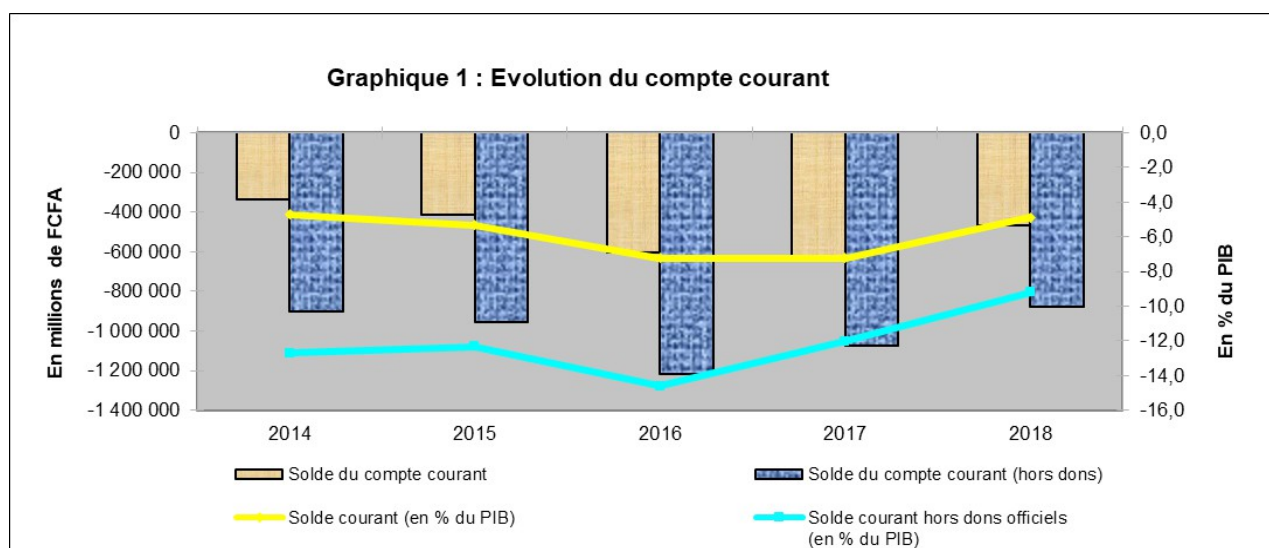
Source : BCEAO

## I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes est le poste de la balance des paiements qui retrace l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents. Après quatre années consécutives de détérioration de son solde, le déficit du compte courant s'est atténué en 2018, en ressortant à 464.495 millions, soit une amélioration de 179.605 millions par rapport au niveau enregistré en 2017. Cette progression résulte essentiellement des performances enregistrées dans les échanges commerciaux qui ont affiché un déficit de 212.601 millions, après celui de 409.557 millions enregistré en 2017. En revanche, le déficit des services s'est creusé, sous l'effet de la hausse du fret et des autres services militaires.

S'agissant du compte du revenu primaire, son déficit s'est légèrement atténué de 7.471 millions, avec la hausse de la rémunération des salariés résidents. Quant au revenu secondaire, son excédent a augmenté de 7.282 millions, porté par la bonne tenue des envois de fonds des travailleurs migrants.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est nettement amélioré avec un déficit de 4,9% (9,2% hors transferts officiels) en 2018 contre 7,2% (12,0% hors transferts officiels) en 2017. Le graphique et le tableau ci-après retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2014 et 2018.



Source : BCEAO

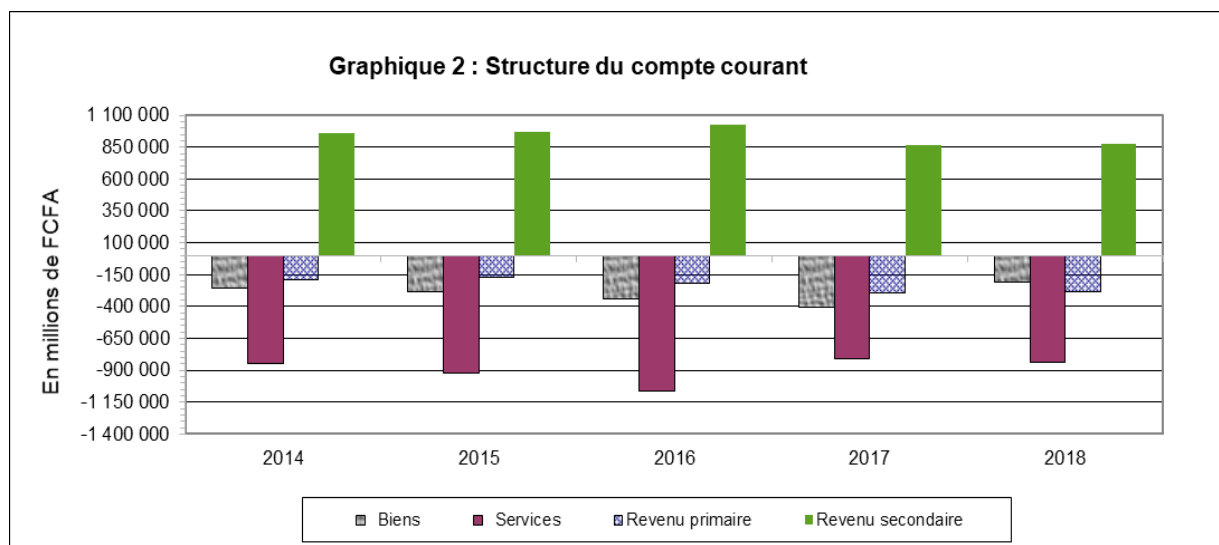
**Tableau 4 : Compte de transactions courantes**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Biens et services	-1 101 349	-1 204 938	-1 403 076	-1 217 322	-1 052 470
Biens	-251 295	-281 299	-342 087	-409 557	-212 601
Services	-850 055	-923 639	-1 060 988	-807 764	-839 868
Revenu primaire	-190 012	-174 845	-222 072	-290 849	-283 378
Revenu secondaire	957 218	967 291	1 023 156	864 071	871 353
<b>Solde du compte courant</b>	<b>-334 143</b>	<b>-412 492</b>	<b>-601 991</b>	<b>-644 099</b>	<b>-464 495</b>
<b>Solde du compte courant (hors dons)</b>	<b>-903 941</b>	<b>-955 355</b>	<b>-1 214 975</b>	<b>-1 072 821</b>	<b>-878 664</b>
PIB Nominal	7 114 000	7 748 000	8 322 000	8 929 072	9 538 014
Solde courant (en % du PIB)	-4,7	-5,3	-7,2	-7,2	-4,9
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-12,7	-12,3	-14,6	-12,0	-9,2

Source : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2018, à l'ensemble des postes du compte courant, à l'exception du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait notamment de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants et de l'aide publique au développement.



## 1.1 Balance commerciale

Le solde de la balance commerciale s'est nettement amélioré en 2018, en liaison avec la hausse de la production des principaux biens exportés par le pays. Les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2018 par un déficit de 212.601 millions, en amélioration de 196.956 millions par rapport à 2017 où elles avaient affiché un déficit de 409.557 millions. Cette consolidation de 48,1% est imputable à l'augmentation de 18,1% des exportations, atténuée en partie par celle de 5,2% des importations.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 90,4%, en progression de 9,9 points par rapport à 2017. De même, le degré d'ouverture commerciale est ressorti à 22,0%, inscrivant ainsi une hausse de 0,8 point de pourcentage par rapport à 2017.

**Tableau 5 : Compte de biens**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations de biens	1 374 174	1 606 794	1 675 870	1 685 895	1 991 432
Importations de biens	1 625 469	1 888 093	2 017 957	2 095 453	2 204 033
Balance commerciale de biens	-251 295	-281 299	-342 087	-409 557	-212 601
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	84,5	85,1	83,0	80,5	90,4
Degré d'ouverture commerciale (en %)	21,1	22,6	22,2	21,2	22,0

Sources : BCEAO et INSTAT

## 1.1.1 Exportations de biens

### 1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Evaluées à 1.991.432 millions sur la base des données ajustées<sup>3</sup> de l'année 2018, les exportations de biens se sont inscrites en hausse de 305.507 millions, soit 18,1%. Cette évolution est liée à la bonne tenue des ventes extérieures d'or non monétaires ainsi que des expéditions de coton fibre, les exportations des autres produits exportés, notamment les animaux vivants, n'ayant pas connu d'évolution significative sur la période.

Les réexportations de biens qui ont atteint 70.705 millions en 2018 concernent les biens de consommation courante exportés en Guinée, des machines et pièces échangées entre filiales, de l'engrais, des produits chimiques ainsi que le carburéacteur à destination de plusieurs pays.

**Tableau 6 : Evolution des exportations de biens**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Marchandises générales	456 474	602 655	555 496	510 176	603 074
dont réexportations	78 328	84 961	70 012	67 631	70 705
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	917 700	1 004 139	1 120 373	1 175 719	1 388 358
<b>TOTAL EXPORT (FOB)</b>	<b>1 374 174</b>	<b>1 606 794</b>	<b>1 675 870</b>	<b>1 685 895</b>	<b>1 991 432</b>

Sources : BCEAO et INSTAT

Du fait de la hausse importante des exportations, le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est inscrit à 5,1% en 2018, contre 5,8% en 2017, en dépit de l'augmentation de 3,6% du service de la dette.

**Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations totales	1 374 174	1 606 794	1 675 870	1 685 895	1 991 432
Service de la dette publique extérieure	69 183	120 500	87 400	97 800	101 300
Service de la dette/export (en %)	5,0	7,5	5,2	5,8	5,1

Sources : BCEAO et INSTAT

### 1.1.1.2 Composition des exportations de biens

Trois principaux produits dominent les exportations du Mali, à savoir l'or non monétaire (69,7%), le coton fibre (13,6%) et les animaux vivants (5,4%).

Les exportations d'or non monétaire se sont accrues de 212.639 millions (ou 18,1%) en 2018 en atteignant 1.388.358 millions, en raison de la forte hausse du volume exporté, atténuée par le léger repli du cours sur le marché international (en FCFA). En effet, l'appréciation du FCFA par rapport au dollar a conduit à une baisse du prix moyen de vente obtenu par le secteur, qui est ressorti à 21.037,8FCFA/g en 2018, après 21.485,5 FCFA/g pour les sociétés industrielles, soit 2,1% de diminution par rapport à 2017. Les volumes d'or exportés ont augmenté de 11.272 kg ou 20,3% pour atteindre 66.893,5 kilogrammes

<sup>3</sup> Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

en 2018. La hausse des exportations est imputable à l'entrée en production de deux nouvelles sociétés minières, Komana et Fekola, le plus grand site minier en exploitation.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 270.779 millions en 2018, en augmentation de 47.364 millions ou 21,2% par rapport aux réalisations de l'année précédente. Cette progression est induite par la hausse de 44.506,0 tonnes ou 18,9% des volumes exportés, en ligne avec le niveau de production de coton-graine de la campagne 2017/2018. En plus, le prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) a atteint 965,3 FCFA/kg en 2018 après 946,6 FCFA/kg la campagne précédente, suite à la hausse des cours du coton sur les marchés internationaux.

Les exportations d'animaux vivants sont ressorties à 108.393 millions, niveau quasi-identique à la période précédente. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays côtiers de la sous-région.

Les exportations de mangues ont poursuivi leur repli, passant de 7.430 millions en 2017 à 5.086 millions en 2018, sous l'effet de la baisse de la production.

Quant aux exportations d'engrais, elles se sont repliées sur la période, en s'établissant à 34.081 millions, après 43.808 millions en 2017 (-22,2%). Les exportations d'engrais, qui constituent 1,7% des exportations totales, sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée. Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 24.681 millions en 2018, sont relatives aux réexportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

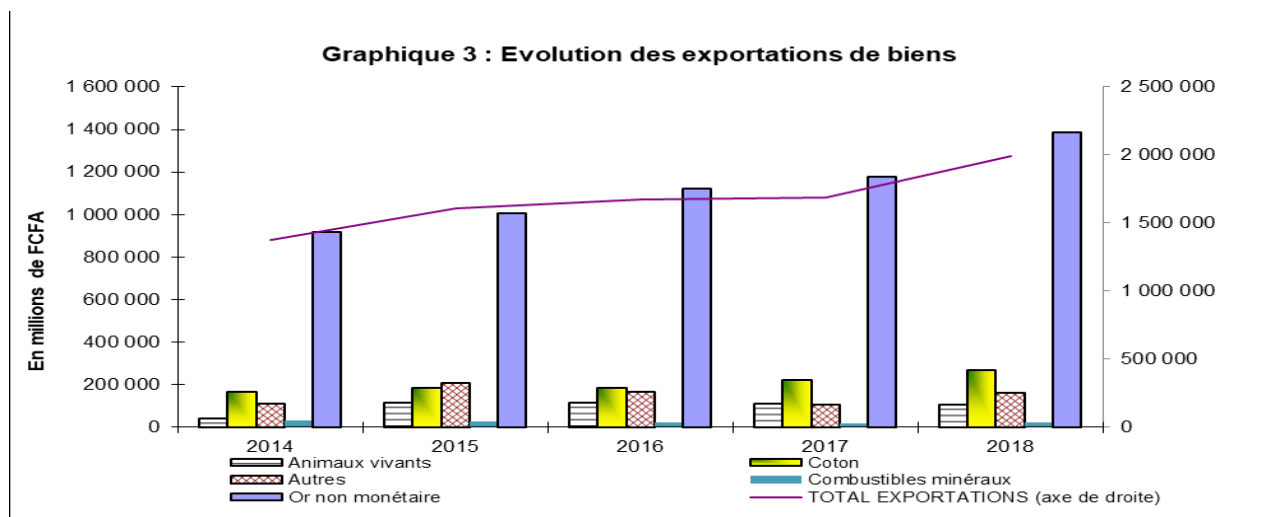
Enfin, les autres produits d'exportation ont affiché une augmentation de 52.752 millions, notamment les produits alimentaires (produits vivriers et boissons), les peaux et cuirs, les déchets de fer ainsi que les machines.

**Tableau 8 : Exportations par principaux produits**

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Coton	166 727	183 101	187 568	223 415	270 779
part en %	12,1	11,4	11,2	13,3	13,6
Or non monétaire	917 700	1 004 139	1 120 373	1 175 719	1 388 358
part en %	66,8	62,5	66,9	69,7	69,7
Animaux vivants	43 294	115 164	115 714	108 924	108 393
part en %	3,2	7,2	6,9	6,5	5,4
Combustibles minéraux	30 761	25 506	22 218	19 298	24 681
part en %	2,2	1,6	1,3	1,1	1,2
Engrais	94 171	61 397	55 842	43 808	34 081
part en %	6,9	3,8	3,3	2,6	1,7
Mangues	10 278	9 483	8 192	7 430	5 086
part en %	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3
Autres	111 243	208 004	165 963	107 300	160 053
part en %	8,1	12,9	9,9	6,4	8,0
<b>TOTAL EXPORTATIONS</b>	<b>1 374 174</b>	<b>1 606 794</b>	<b>1 675 870</b>	<b>1 685 895</b>	<b>1 991 432</b>

Sources : BCEAO et INSTAT

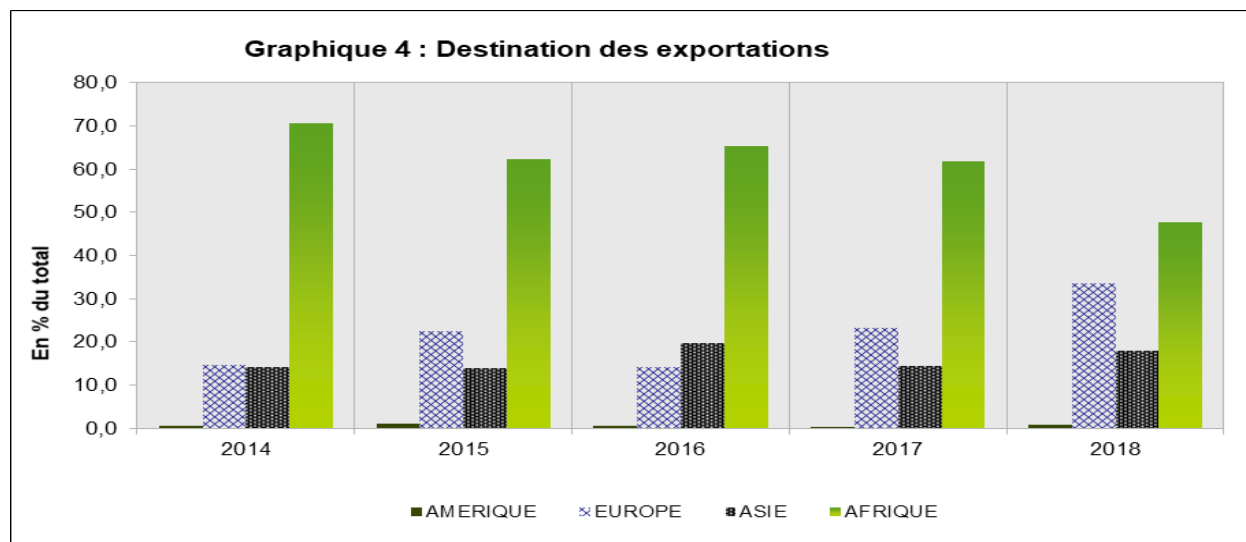
Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2014 et 2018.



### 1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2018, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les ventes extérieures du Mali sont destinées principalement au continent africain, en liaison avec les exportations d'or non monétaire destinées pour une grande partie à l'Afrique du Sud.

Le graphique ci-dessous illustre la destination des exportations du Mali.



Sources : BCEAO et INSTAT

Les expéditions vers le continent africain se sont inscrites à 948.829 millions en 2018 (47,6% du total), montant inférieur à celui de l'année précédente qui était de 1.044.163 millions (61,9%). Ces exportations, constituées pour une grande part d'or non monétaire vers l'Afrique du Sud, ont baissé de 9,1% en 2018. En 2018, 46,5% des exportations d'or, soit 645.265 millions étaient destinées à l'Afrique du Sud contre 64,6% en 2017 (760.061 millions). Ce pays demeure la première destination des ventes d'or, la majorité des sociétés minières y expédiant leur production. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 22.904 millions (2,4% du total des exportations vers l'Afrique), soit 0,2 point de moins qu'en 2017.



La part des pays de l'UEMOA a progressé, avec une valeur de 280.658 millions (14,1% des exportations totales) en 2018, après un montant de 188.953 millions en 2017. Ce niveau demeure faible, au regard des objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

Quant au continent européen, qui occupe le deuxième rang en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en augmentation de 10,5 points par rapport à l'année précédente, pour un montant de 670.819 millions en 2018 (33,7%), après 390.950 millions (23,2%) en 2017. Cette situation s'explique essentiellement par la progression des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destinataire après l'Afrique du Sud) qui sont passées de 325.461 millions en 2017 à 623.903 millions en 2018. En dehors de la Suisse qui absorbe 93,1% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Belgique, l'Italie et les Pays Bas) ressort à 6,9% en 2017. Ces exportations sont constituées de coton, de fruits, de peaux et cuirs et, dans une moindre mesure, d'or.

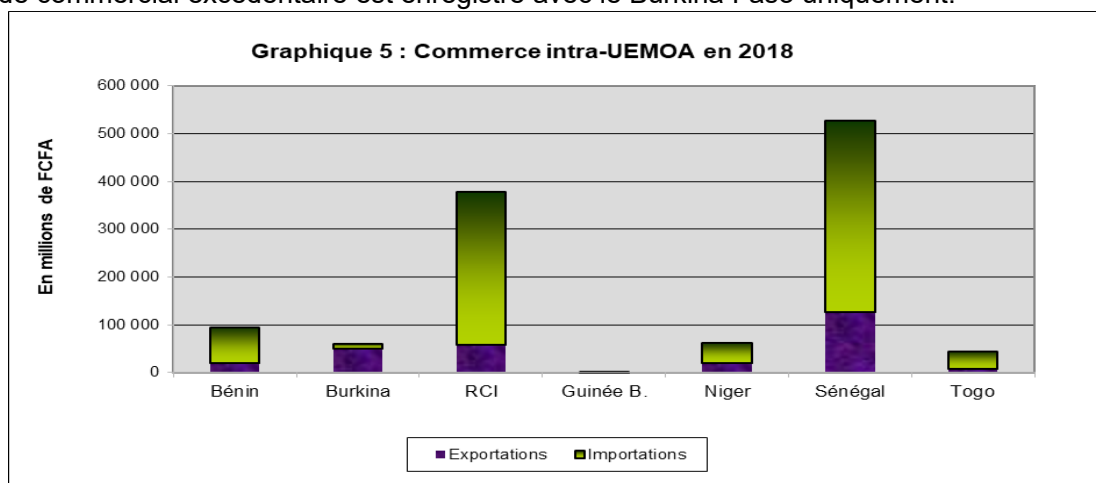
Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2018. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 17,9% du total, soit 356.937 millions, après 14,5% en 2017, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, principales destinations pour le coton-fibre du Mali. Il en est de même pour l'or artisanal qui est essentiellement exporté vers Dubai.

Le tableau A5 en annexe donne la répartition géographique détaillée des exportations.

### Exportations intra-UEMOA

Sur la base des estimations des échanges intra-communautaires réconciliés en 2017 et 2018, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué par une augmentation de 14,3% de la valeur totale des flux échangés, atteignant un montant de 1.168.293 millions en 2018 contre 1.022.259 millions en 2017. La part des pays de l'Union dans les exportations totales s'est établie à 14,1% en 2018, après 11,2% en 2017.

A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -606.978 millions et un taux de couverture des importations par les exportations de 31,6% en 2018 contre 90,4% pour l'ensemble des partenaires commerciaux. Le graphique ci-dessous présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA où un solde commercial excédentaire est enregistré avec le Burkina Faso uniquement.

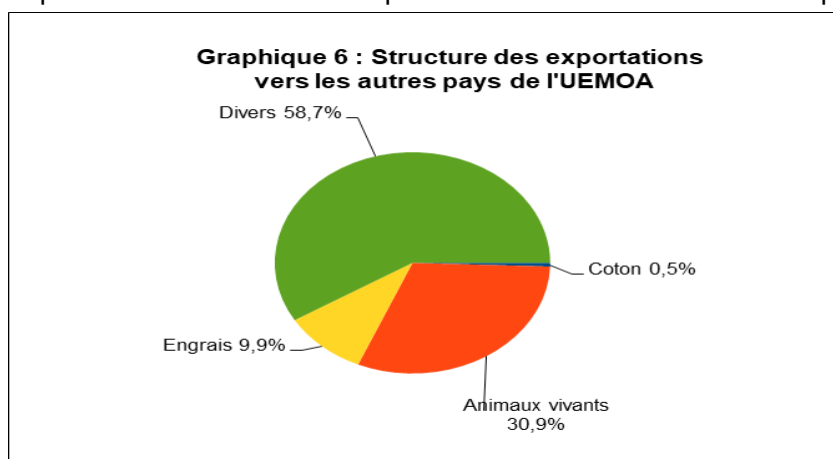


Sources : BCEAO et INSTAT



Les ventes à destination des autres pays de l'UEMOA restent dominées par les animaux vivants. En effet, les exportations de bétail sont ressorties à 86.800 millions en 2019, soit 30,9% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 25,5% et 41,2% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont diminué en 2018, en s'établissant à 27.712 millions, soit 9,9% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA, après 16,8% en 2017. Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2018 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

## 1.1.2 Importations de biens<sup>4</sup>

### 1.1.2 .1 Evolution globale des importations de biens

En 2018, les importations ajustées, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 5,2%, après la hausse de 3,8% enregistrée en 2017. Ainsi, les importations totales se sont établies à 2.623.850 millions, en accroissement de 129.263 millions par rapport à l'année 2017. Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2014 et 2018.

**Tableau 9 : Evolution des importations de biens**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Marchandises générales	1 935 080	2 247 720	2 402 330	2 494 586	2 623 850
Or non monétaire	1	5	0	0	0
Biens	1 935 081	2 247 725	2 402 330	2 494 586	2 623 850
Importations de biens / PIB	27,2	29,0	28,9	27,9	27,5

Sources : BCEAO et INSTAT

<sup>4</sup> Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

### 1.1.2.2 Composition des importations de biens

La décomposition des importations de biens par grande catégorie montre que le Mali importe essentiellement des biens de consommation et d'équipement. Les achats de biens à l'étranger, mesurés par leur valeur CAF, ont atteint 27,5% du PIB nominal de 2018, après 27,9% en 2017. Les produits énergétiques constituent la part la plus importante des produits importés avec 28,7% du total des importations de 2018, suivis des biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) pour une part de 21,8%, des matières premières et des biens intermédiaires (17,9%), des produits alimentaires (14,8%), des biens de consommation courante (11,9%) et des produits divers (4,8%).

L'accroissement de 108.581 millions (5,2%) des importations en valeur FOB découle de la progression de toutes les catégories de produits importés. S'agissant des produits pétroliers, leur évolution a suivi la remontée des cours mondiaux du baril de pétrole (hausse de 21,0% du prix moyen à l'importation), atténuée par la réduction de 1,4% du volume importé. De ce fait, la facture pétrolière s'est alourdie, avec un montant FOB de 633.400 millions FCFA, soit 28,7% de la valeur totale des importations du pays. En revanche, la facture alimentaire s'est réduite de 0,9% en 2018, du fait de la diminution des achats de céréales et de sucre à l'étranger. En effet, les importations de céréales sont passées de 555.563 tonnes en 2017 à 436.378 tonnes, en liaison avec la hausse de la production nationale.

S'agissant des achats de biens d'équipement dominés par la catégorie « machines et véhicules », ils ont progressé de 10.809 milliards en 2018 (2,3%) avec une réduction de leur part dans le total des importations (0,6 point de pourcentage). Le maintien de ces importations découle de la progression de la demande en équipement, dans le cadre de l'exécution des projets d'infrastructure et du dynamisme du secteur minier.

Les importations de matières premières et de biens intermédiaires ont enregistré une hausse de 11,9%, sous l'impulsion de la demande dans le secteur des BTP tandis que celles des biens de consommation courante, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, se sont inscrites en baisse de 1,3% avec le ralentissement observé dans l'activité de certains secteurs.

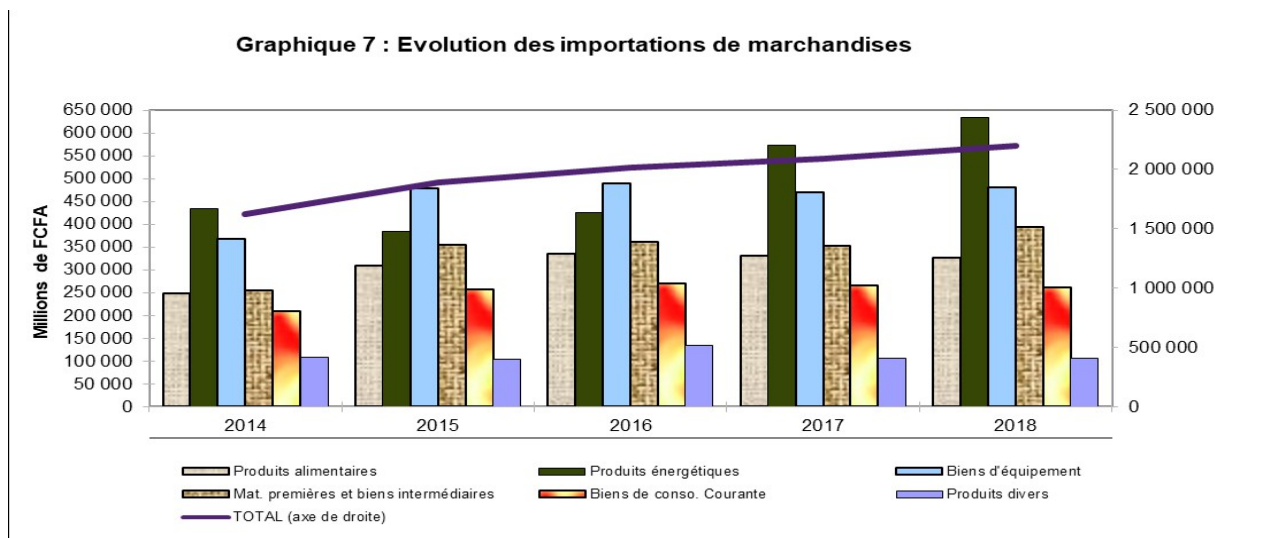
**Tableau 10 : Importations par principaux produits**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Produits alimentaires	248 738	308 518	335 960	329 967	327 161
part en %	15,3	16,3	16,6	15,7	14,8
Produits énergétiques	434 788	384 230	425 774	572 282	633 400
part en %	26,7	20,4	21,1	27,3	28,7
Biens d'équipement	368 540	479 688	489 426	470 278	481 087
part en %	22,7	25,4	24,3	22,4	21,8
Mat. premières et biens intermédiaires	255 006	354 967	361 595	352 002	393 785
part en %	15,7	18,8	17,9	16,8	17,9
dont ciment	83 804	127 646	119 109	105 782	104 526
Biens de conso. Courante	210 107	257 600	270 159	265 288	261 811
part en %	12,9	13,6	13,4	12,7	11,9
Produits divers	108 290	103 089	135 041	105 635	106 789
part en %	6,7	5,5	6,7	5,0	4,8
<b>TOTAL (axe de droite)</b>	<b>1 625 469</b>	<b>1 888 093</b>	<b>2 017 957</b>	<b>2 095 453</b>	<b>2 204 033</b>

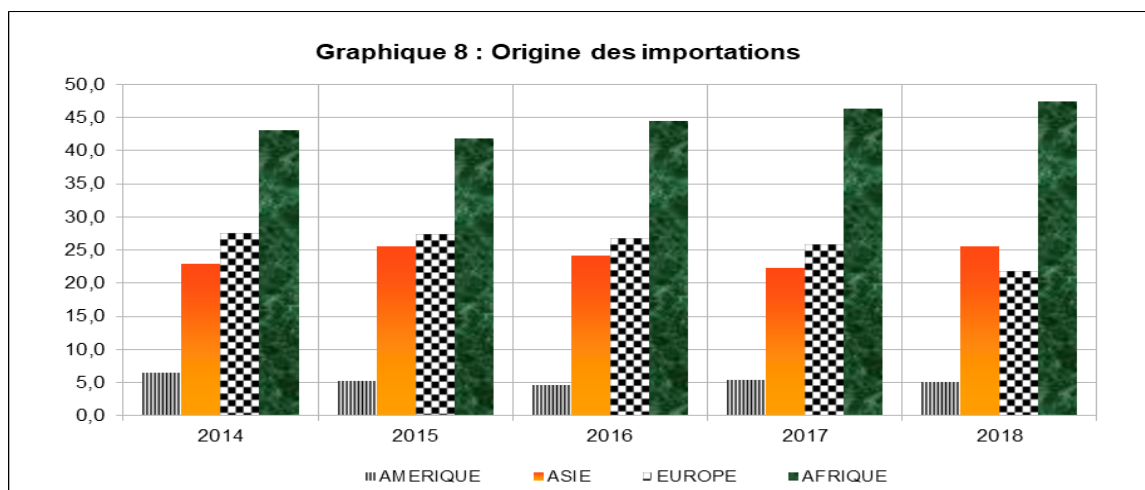
Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2014 et 2018.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD

### 1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens



Sources : Calcul BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, suivie de l'Europe et de l'Asie.

La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 47,5%, correspondant à un montant de 1.245.918 millions (en valeur CAF) contre 1.155.948 millions (46,3%), marquant ainsi une progression de 1,2 point de pourcentage, au détriment de l'Europe et de l'Asie. Les importations CAF des autres pays de l'UEMOA (83,8% des importations en provenance de l'Afrique) ont enregistré une hausse de 83.524 millions (ou 8,7%) de leur valeur. Le continent africain fournit le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 21,8% des importations en 2018 (572.189 millions), soit 4,1 points de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe se situe à 35,5% en 2018, après 29,3% en 2017.

Quant au continent asiatique, sa part s'est accrue de 2,6 points de pourcentage en ressortant à 24,1%,

pour un montant de 631.535 millions. Ce continent, notamment la Chine, l'Inde, le Japon et les Emirats Arabes Unis, fournit le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

La part du continent américain est de 5,2%, en repli de 0,3 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

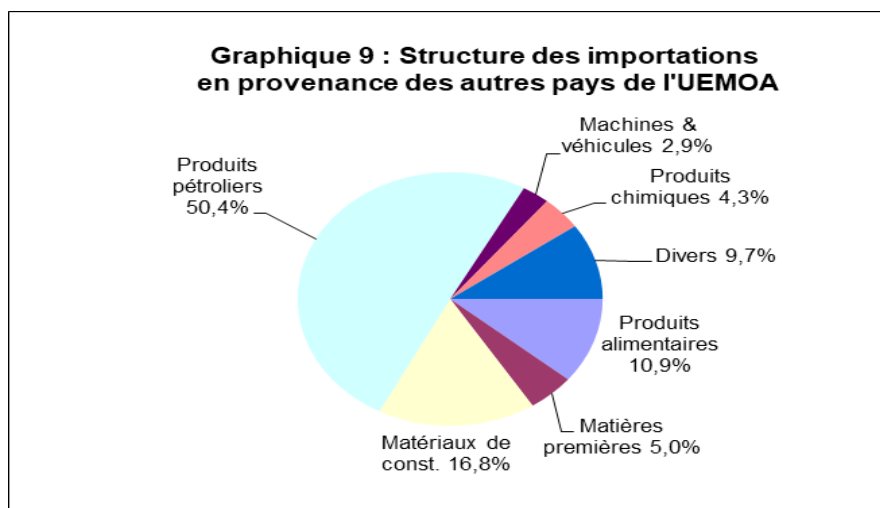
Le tableau A6 en annexe donne la répartition géographique détaillée des importations.

### **Importations intra-UEMOA**

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations est ressortie à 40,3% (887.635 millions) en 2018 contre 39,8% (833.306 millions) en 2017. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations totales du Mali sont de 18,2% et 14,5% en 2018, après 18,2% et 13,2% en 2017. Les importations d'origine communautaire ont porté essentiellement sur les produits pétroliers (20,3% des importations totales du Mali), les matériaux de construction (6,8%) et les produits alimentaires (4,4%).

Pour ces produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 70,6%, en matériaux de construction pour 37,8% et en produits alimentaires pour 29,7%.

Le graphique qui suit présente la structure par produit des importations en 2018 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2018.

## 1.2 Balance des services

Au cours de la période sous-revue, le déficit de la balance des services s'est accentué de 32.104 millions (4,0%) en se chiffrant à 839.868 millions, sous l'effet de l'alourdissement du fret, induit par la progression des importations. La hausse du déficit découle également de la progression des autres services, en liaison avec les transactions de services militaires. Par ailleurs, les exportations de services qui ont progressé de 4,6% ont compensé, en partie, le déficit de la balance des services.

**Tableau 11 : Balance des services**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations de services	225 640	256 037	272 577	319 092	333 795
Importations de services	1 075 695	1 179 677	1 333 566	1 126 856	1 173 664
Balance des services	-850 055	-923 639	-1 060 988	-807 764	-839 868

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services découle, pour l'essentiel, en termes nets, des services de transports (eux-mêmes liés principalement au fret sur importations) et des "autres services", notamment les services de construction, financiers et les "autres services aux entreprises". Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

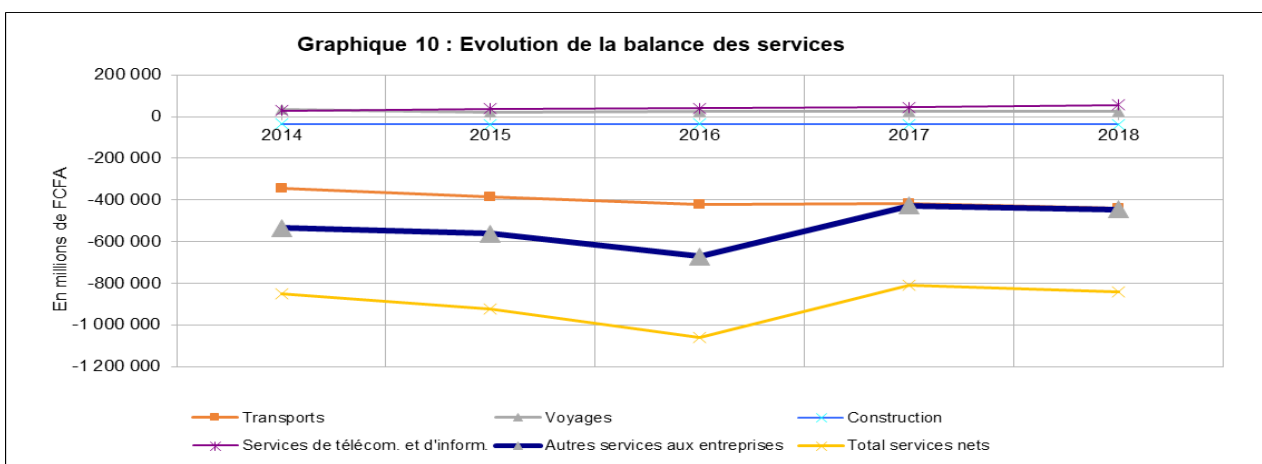
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

**Tableau 12: Evolution de la balance des services**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Transports	-344 948	-384 689	-421 804	-415 054	-439 333
Dont fret	-299 684	-342 665	-366 139	-376 266	-394 269
Voyages	33 635	21 335	25 797	27 053	26 834
<b>Autres services</b>	<b>-538 742</b>	<b>-560 285</b>	<b>-664 981</b>	<b>-419 764</b>	<b>-427 369</b>
<b>Total services nets</b>	<b>-850 055</b>	<b>-923 639</b>	<b>-1 060 988</b>	<b>-807 764</b>	<b>-839 868</b>

Source : BCEAO



Source : BCEAO

### **1.2.1 Exportations de services**

L'analyse de l'évolution des services met en exergue la prédominance des postes voyages, des services de télécommunication et des biens et services n.c.a dans les flux d'exportations de services. Les exportations de services se sont établies à 333.795 millions en 2018, après 319.092 millions en 2017, soit une hausse de 4,6%. Les flux créditeurs de voyages se sont élevés à 126.094 millions, en hausse de 5,1% par rapport à leur niveau de 2017, du fait de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux, dont le nombre est passé de 193.374 en 2017 à 202.741 en 2018. Les voyageurs sont constitués, pour une grande part, de Maliens résidant à l'étranger ainsi que de professionnels, dans le cadre des missions, notamment avec la présence de forces militaires étrangères.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA ont diminué de 2,7%, avec 1.262 visiteurs de moins que l'année 2017. La Côte d'Ivoire est le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union (34,4%), suivie du Sénégal de (33,7% des flux) et du Burkina Faso (14,3%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont augmenté de 3,7% en 2018 en ressortant à 123.865 millions, en raison de l'accroissement de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, ont enregistré de flux de 4.449 millions, avec l'affrètement de compagnies locales par des non-résidents, le pays ne disposant pas de compagnie aérienne internationale. En revanche, la composante fret par voie terrestre enregistré des flux de 11.855 millions (14,0% de plus qu'en 2017). Les biens et services reçus par les administrations publiques ont augmenté sur la période (2,0%) en s'affichant à 63.476 millions. Il s'agit des transactions des organismes publics non résidents et des missions internationales. Par contre, les flux créditeurs de services financiers ont enregistré un repli de 2,3%, correspondant à un montant de 64 millions au cours de la période.

### **1.2.2 Importation de services**

Les importations de services se sont accrues de 4,2% en 2018, en s'établissant à 1.173.664 millions, après 1.126.856 millions en 2017, en liaison avec les services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires, enregistrés au niveau des biens et services non inclus ailleurs. Au titre de l'année 2018, un montant total de 394.822 millions a été inscrit au titre de ce service, après 353.219 millions en 2017.

Après les services des administrations publiques, les transports, notamment le fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est élevé à 406.697 millions en 2018, en hausse de 5,2 % par rapport à 2017, à la suite de l'augmentation des importations de marchandises<sup>5</sup>. Les flux de transport de passagers, en s'affichant à 42.286 millions, représentent une proportion de 5,3% des importations de services hors services militaires, les résidents restant encore tributaires des compagnies étrangères pour leur déplacement à l'étranger.

---

<sup>5</sup> Pour rappel, le taux de fret actuellement appliqué est de 15,5%.

Les services de voyages constituent une part importante des flux débiteurs de services (12,0% hors services militaires en 2017), avec un montant de 99.260 millions. Ces transactions, qui ont augmenté de 6,8% sur la période, représentent 12,5% des dépenses effectuées par les résidents dans le cadre de leurs déplacements à l'étranger. Au niveau de l'UEMOA, les flux débiteurs des voyages se sont chiffrés à 33.920 millions (34,2% du total des voyages), après 31.939 millions en 2017, marquant ainsi une augmentation de 6,2%. Le Sénégal a été la destination privilégiée des Maliens avec 52,3% des flux de l'Union, suivi de la Côte d'Ivoire (36,1%) et du Burkina Faso (33,4%).

Les importations de services financiers et d'assurance ont enregistré une baisse de 5.391 millions en 2018 (16,4%) et celles des autres services aux entreprises ont affiché un repli de 17,7%. Ces évolutions résultent du ralentissement des prestations de services étrangers reçues par les opérateurs évoluant dans le secteur des télécommunications, des mines ainsi que par certaines institutions sous-régionales.

### 1.3. Compte de revenu primaire

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts, etc). En 2018, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 283.378 millions, après un déficit de 290.849 millions l'année précédente, en amélioration de 7.471 millions (2,6%).

Le poste « rémunération des salariés » (aux revenus du travail) a affiché un solde net de 13.469 millions, après 1.049 millions en 2017, suite à l'estimation de l'incidence salariale des forces militaires. Les flux créditeurs de rémunération des salariés sont évalués à 46.787 millions en 2018, après 23.156 pour l'année 2017. S'agissant des flux débiteurs, ils se sont inscrits à 33.318 millions en 2018, en progression de 11.212 millions par rapport à 2017, du fait de l'accroissement de l'activité dans certains secteurs.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est accru de 5.364 millions en 2018, avec un solde ressorti à -294.717 millions contre -289.352 millions en 2017. Cette détérioration de 1,9% s'explique essentiellement par la hausse des revenus des investisseurs directs qui constituent 94,5% de ce poste en 2018, avec un montant net de 278.558 millions. A l'instar des années précédentes, les flux débiteurs des revenus des investissements sont induits principalement par les revenus des titres de participation, qui se déclinent en dividendes distribués pour 118.164 millions (47,3%) et en bénéfices réinvestis pour 131.620 millions (52,7%). Ces revenus d'investissements sont destinés essentiellement aux investisseurs du secteur des télécommunications (45,7%), du secteur aurifère (34,4%), du secteur bancaire (14,7%) ainsi que de la construction (2,3%), principales activités attrayantes de l'économie malienne.

Les résidents ont reçu 44.162 millions de revenus d'investissements de portefeuille en 2018 constitués essentiellement d'intérêts sur les titres de créances, contre 41.592 millions en 2017. En revanche, les flux débiteurs correspondant aux revenus payés aux non-résidents ont atteint 28.111 millions dont 2,4% de dividendes sur titres de participation et 97,6% d'intérêts payés.

Au niveau du secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette extérieure se sont établis à 29.000 millions après 28.200 millions en 2017. Ces paiements sont essentiellement effectués en faveur de la Banque Mondiale (24,0%), de la BOAD (13,8%), de la BAD (12,4%), de la BID (2,5%), de la Chine (16,7%), de l'Inde (4,9%), du Koweït (2,6%) et de l'Arabie Saoudite (2,2%).

Concernant les autres revenus primaires, le solde négatif en 2018 s'explique par la hausse des loyers versés par le Gouvernement malien.



**Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Rémunération des salariés	2 576	1 341	1 199	1 049	13 469
Revenus des investissements	-197 391	-173 483	-224 222	-289 352	-294 717
Revenus des investissements directs	-180 253	-160 936	-197 606	-257 307	-278 558
Revenus des investissements de portefeuill	6 120	10 859	176	18 233	16 051
Revenus des autres investissements	-23 258	-23 405	-26 792	-50 278	-32 210
dont intérêts sur dette publique extérieure	-17 200	-23 693	-26 200	-28 200	-29 000
Revenus des avoirs de réserve		0	0	0	0
Autres revenus primaires	4 803	-2 703	951	-2 546	-2 130
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>-190 012</b>	<b>-174 845</b>	<b>-222 072</b>	<b>-290 849</b>	<b>-283 378</b>

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

#### 1.4. Compte de revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire s'est consolidé en 2018, en lien essentiellement avec le dynamisme des transferts de fonds des migrants. En effet, l'excédent s'est accru de 7.282 millions par rapport à 2017, soit 0,8%. L'évolution du revenu secondaire entre 2014 et 2018 est résumée dans le tableau qui suit.

**Tableau 14 : Evolution du compte de revenu secondaire**

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Administration publique	569 798	542 863	612 984	428 722	414 169
dont aide budgétaire	70 200	46 400	45 500	48 600	42 500
Autres secteurs	387 420	424 428	410 172	435 349	457 184
dont envois de fonds des travailleurs (net)	379 587	403 060	393 988	422 846	439 504
fonds reçus (crédit)	433 697	460 239	471 162	490 983	521 198
fonds émis (débit)	-54 110	-57 179	-77 175	-68 137	-81 694
<b>REVENU SECONDAIRE NET</b>	<b>957 218</b>	<b>967 291</b>	<b>1 023 156</b>	<b>864 071</b>	<b>871 353</b>

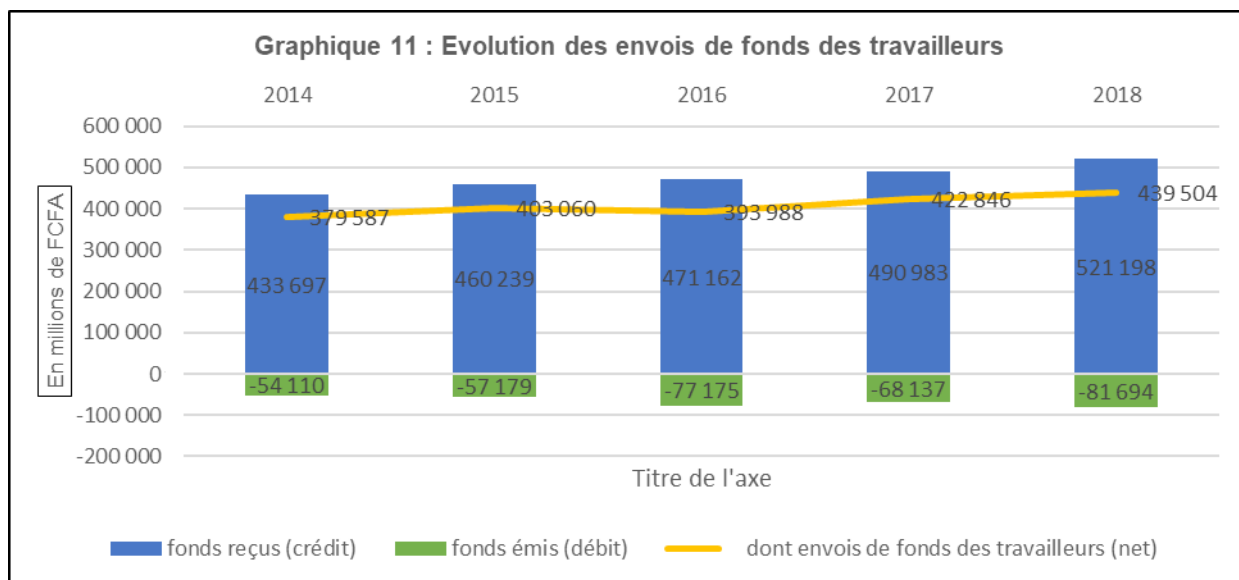
Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

L'excédent des revenus secondaires nets au profit des administrations publiques est ressorti à 414.169 millions, après 428.722 millions l'année précédente. Ce niveau inclut 376.436 millions de ressources mobilisées dans le cadre des missions d'assistance militaire. Les autres fonds mobilisés par l'Administration publique se sont établis à 42.500 millions au titre de l'aide budgétaire, après 48.600 millions en 2017, mobilisé au titre du Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable du Mali (CREDD). Il est à noter que les partenaires techniques et financiers privilégient de plus en plus les appuis sectoriels au détriment de l'aide budgétaire globale. Au titre de l'année 2018, l'aide budgétaire provient essentiellement de l'Union Européenne et de la Banque Mondiale.

Au niveau des flux de revenus secondaires en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets ont atteint un montant de 457.184 millions en 2018, en hausse de 5,0% par rapport à leur niveau de 2017. Cette évolution découle de la progression de 3,9% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants qui sont ressortis à 439.504 millions. Les flux créditeurs se sont établis à 521.198 millions, après 490.983 millions pour l'année 2017, soit une hausse de 6,2%, dont environ 30% de flux transitant par les canaux informels. Une proportion de 22,9% de ce montant provient des autres pays de l'UEMOA, 46,3% des pays de la Zone euro et 30,9% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso qui envoient le plus de fonds avec respectivement

54,0%, 20,8% et 14,5% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent alors qu'au niveau des autres pays, la République du Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources de provenance.

Par ailleurs, les subventions reçues par les autres secteurs du pays ont augmenté de 16,7% par rapport à leur niveau de 2017, en ressortant à 14.586 millions après 12.503 millions un an auparavant. Il s'agit notamment d'aides d'organisations non gouvernementales au titre de la coopération internationale.



## II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2018, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 132.957 millions, marquant ainsi une diminution de 17.151 millions (11,4%) par rapport à son niveau de 2017. Cette détérioration découle de la hausse de la hausse des flux débiteurs des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ainsi que de la réduction des transferts de capital.

**Tableau 15 : Evolution du compte de capital**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-1 978	-3 925	-3 439	-2 070	-6 084
Transferts de capital	116 066	206 382	127 669	152 178	139 041
Administrations publiques	96 679	178 672	104 729	113 957	93 495
dont remises de dettes (PPTE)	14 900	59 872	17 729	18 228	18 995
Autres secteurs	19 387	27 710	22 940	38 221	45 546
<b>SOLDE COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>114 088</b>	<b>202 457</b>	<b>124 230</b>	<b>150 108</b>	<b>132 957</b>

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

### 2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

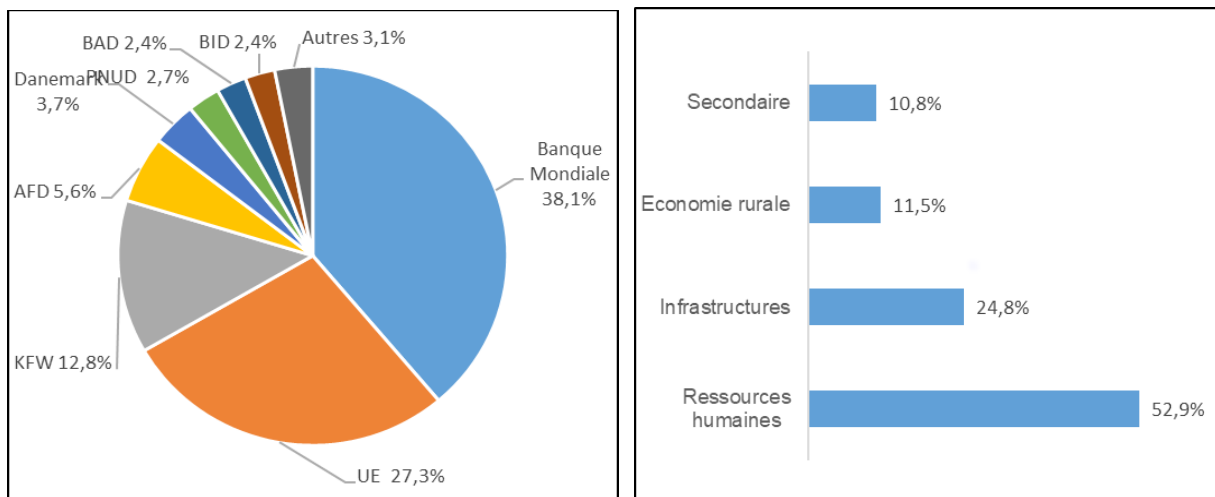
Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -6.084 millions, après -2.070 millions en 2017.

### 2.2 Transferts en capital

Ces transferts correspondent aux projets financés par les partenaires techniques et financiers du Mali dans différents secteurs. Les flux de transferts de capital ont atteint 139.041 millions courant 2018, après 152.178 millions un an plus tôt, marquant ainsi une réduction de 8,6%. Ainsi, les dons projets, y compris sectoriels (hors remise de dettes) se sont établis à 74.500 millions en 2018, après 95.600 millions en 2017, soit une baisse de 22,2%. Les appuis budgétaires sectoriels d'un montant de 6.100 milliards en provenance du Canada et de la Suisse ont été consacrés à des programmes spécifiques dans le domaine de l'éducation et de la santé notamment (PISE, Prodess...). Quant aux dons projets qui correspondent aux subventions accordées par les partenaires techniques et financiers dans le cadre du programme triennal d'investissement, elles proviennent de la Banque Mondiale (38,1%), de l'Agence Française de Développement (5,6%), de la Banque Islamique de Développement (2,4%), de l'Union Européenne (27,3%), du Danemark (3,7%), de la KFW (12,8%), du PNUD (2,7%) et de la Banque Africaine de Développement 2,4% et de divers partenaires techniques et financiers. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture (11,5%), des infrastructures routières (11,5%), de l'eau et de l'énergie (10,8%) et des ressources humaines (panification/décentralisation/éducation) pour 52,9%. La remise de dette au titre de l'initiative PPTE s'est élevée à 18.995 millions.

Au niveau des transferts de capital des autres secteurs, un montant de 45.546 millions a été mobilisé, imprimant ainsi une hausse de 7.324 millions. Ces appuis correspondent aux transferts et dons reçus de certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales pour le financement d'investissements au profit des Institutions sans but lucratif au service de ménages.

**Graphique 12 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire**



### III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issus des investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2018, les flux d'opérations financières ont enregistré un montant net de 400.656 millions, après -417.377 millions en 2017, des transactions importantes ayant été enregistrées au niveau de l'ensemble des rubriques du compte financier. Ce solde correspond à 473.127 millions de flux d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 72.471 millions d'accroissement net des passifs au titre de l'année 2018.

**Tableau 16 : Compte financier**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Investissements directs	-70 903	-114 195	-153 758	-318 338	-259 397
Investissements de portefeuille	-88 898	-63 677	-137 594	-16 659	-118 607
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	53 495	15 925	93 846	-82 380	-22 652
<b>SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>-106 306</b>	<b>-161 947</b>	<b>-197 506</b>	<b>-417 377</b>	<b>-400 656</b>

Source : BCEAO

#### 3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 259.558 millions (325.602 millions en 2017), qui se décompose en titres de participations et bénéfices réinvestis pour 198.713 millions (76,6%) et en instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs) pour 60.845 millions (23,4%). La diminution de 25,4% des flux d'investissements directs reçus s'explique, d'une part, par le ralentissement des investissements sous forme de titres de participation et, d'autre part, par de nombreuses opérations de remboursement d'emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mère. Néanmoins, les réinvestissements de bénéfices se sont poursuivis sur la période. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi totalité des investissements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices) montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 49,8% à l'augmentation des investissements directs (contre 76,2% en 2017), le secteur de l'intermédiation financière pour 26,2%, le secteur des télécommunications pour 12,8%, celui de l'hôtellerie pour 6,1% et le secteur du commerce pour 3,7%. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont le Royaume-Uni, l'Australie, les Iles Vierges Britanniques et le Togo.

En ce qui concerne les emprunts auprès des investisseurs directs, ils proviennent de l'Australie, du Royaume-Uni et du Canada. Ils sont essentiellement dédiés aux secteur minier.

Au niveau de l'acquisition nette d'actifs, les flux nets ont totalisé 161 millions en 2018, qui correspondent à l'augmentation des titres de participation auprès de sociétés non-résidentes pour 1.024 millions et 863 millions de remboursement de prêts.

## 3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors secteur monétaire) s'est établi à -118.607 millions en 2018, après -16.659 millions en 2017. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En effet, les flux nets (émissions nettes de remboursements) mobilisés par l'Administration publique sont passés de 16.075 millions en 2017 à 119.393 millions en 2018. A fin 2018, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents a été de 489.734 millions (370.341 millions à fin 2017), avec 117.257 millions pour les bons du Trésor et 372.477 millions pour les obligations du Trésor. Les vingt et une (21) émissions réalisées au cours de l'année sur le marché financier régional ont permis de mobiliser 257.140 millions auprès des banques des autres pays de l'Union<sup>6</sup>, correspondant à 46,8% du total.

Concernant les titres de participation et parts dans les fonds de placement, il a été enregistré des baisses de 367 millions et 119 millions au titre des engagements nets et des acquisitions nettes respectivement, correspondant en totalité aux transactions des autres secteurs.

## 3.3 Dérivés financiers

A l'instar des années précédentes, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

## 3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à -22.652 millions, qui se décline en accroissement net de créances de 72.501 millions (116.779 millions en 2017) et en augmentation nette des engagements de 95.153 millions (199.159 millions en 2017).

La hausse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM), dont les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises ont atteint 61.989 millions en 2018, après 108.754 millions en 2017, tandis que les crédits commerciaux accordés aux non-résidents sont ressortis en hausse de 9.681 millions.

Le passif des autres secteurs, qui s'est inscrit à 70.153 millions en 2018, a enregistré des augmentations nettes de 68.600 millions de prêts et de 1.133 millions de crédits commerciaux reçus des sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à 89.068 millions (dont 64.068 au titre des prêts du FMI) après 121.194 millions en 2017. Au total, 168.900 millions de tirages de prêts et 83.832 millions d'amortissement (après 206.300 et 69.600 millions respectivement en 2017) ont été effectués au cours de l'année. Il n'a pas été enregistré d'arriérés de paiement sur la dette en 2018. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (29,6%), du Fonds Africain de Développement (9,4%), de la Banque Ouest Africaine de Développement (10,3%), de la Banque Islamique de Développement (2,7%) et de partenaires bilatéraux (Arabie Saoudite et Chine essentiellement). En outre, le Mali a bénéficié de tirages nets sur les ressources du FMI à hauteur de 75.600 millions, au titre de la Facilité élargie de crédit.

---

<sup>6</sup> Le montant total des émissions (Mali compris) est de 548.980 millions en 2018.

## IV. CAPITAUX MONETAIRES

### 4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont consolidés sur la période, marquant une augmentation de 115.014 millions, après celle de 73.876 millions enregistrée en 2017. En effet, l'évolution des créances extérieures de la Banque Centrale fait ressortir une hausse de 178.430 millions, après l'augmentation de 98.145 millions un an plus tôt. Cette évolution est subséquente à la progression de 100.943 millions des autres actifs extérieurs, qui sont constitués, pour une large part, des créances sur les autres pays de l'Union. S'agissant des avoirs officiels de réserve constitués essentiellement des DTS, ils ont progressé de 67.133 millions au cours de la période.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 63.416 millions, après 24.270 millions en 2017, ses deux principales composantes ayant observé des évolutions contraires. En effet, l'encours des crédits du FMI a augmenté de 68.062 millions en 2018, avec les tirages effectués dans le cadre de la Facilité élargie de crédit. En revanche, les autres engagements ont baissé de 4.647 millions.

**Tableau 17 : Variation des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
<b>AVOIRS</b>	<b>-144 338</b>	<b>-82 998</b>	<b>-235 098</b>	<b>98 145</b>	<b>178 430</b>
Avoirs officiels de réserve	6 589	55 438	12 827	215	77 487
dont DTS détenus	3 590	-193	-10 349	12 393	67 133
Autres actifs extérieurs	-154 517	12 247	-247 925	97 930	100 943
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>6 192</b>	<b>7 505</b>	<b>68 788</b>	<b>24 270</b>	<b>63 416</b>
Recours aux crédits du Fonds	6 691	6 802	25 115	8 402	68 062
Autres engagements extérieurs	-499	178 945	43 820	15 868	-4 647
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-150 530</b>	<b>-90 503</b>	<b>-303 886</b>	<b>73 876</b>	<b>115 014</b>

Source : BCEAO

### 4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts

Pour la troisième année consécutive, les actifs extérieurs nets des banques sont ressortis en baisse, soit -10.083 millions, après -115.188 millions en 2017, en raison d'une augmentation des engagements extérieures qui n'a pas été entièrement compensée par la hausse des créances extérieures.

En effet, les engagements extérieurs se sont accrus de 35.750 millions, à la faveur de la hausse des dépôts des non-résidents dans les banques. En revanche, les crédits accordés aux banques ont baissé de 33.695 millions.

La hausse de 25.667 millions des créances extérieures des autres institutions de dépôts est imputable aux dépôts et aux autres créances sur l'extérieur. Les titres de créances étrangères détenus par les banques ont diminué de 44.594 millions en 2018 avec un stock de 474.439 millions.

**Tableau 18 : Evolution des créances et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts**

Source : BCEAO

(en millions de FCFA)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Avoirs</b>	<b>173 295</b>	<b>73 129</b>	<b>81 417</b>	<b>-29 585</b>	<b>25 667</b>
dont dépôts	28 890	-40 726	55 099	-72 185	73 219
<b>Engagements</b>	<b>177 730</b>	<b>749</b>	<b>95 358</b>	<b>85 603</b>	<b>35 750</b>
dont dépôts	177 730	-298 813	101 588	-61 098	69 550
dont crédits	126 533	-48 647	-12 572	143 149	-33 695
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>-4 435</b>	<b>72 380</b>	<b>-13 941</b>	<b>-115 188</b>	<b>-10 083</b>

**4.3 Actifs extérieurs nets des institutions de dépôt**

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital ont été entièrement couverts par les transactions financières. Cette situation s'est traduite par un solde global excédentaire de la balance des paiements de 104.931 millions en 2018, après le déficit de 41.312 millions en 2017. Le tableau, ci-après, retrace l'évolution des avoirs extérieurs nets entre 2014 et 2018.

**Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets**

(en millions de FCFA)

<b>RUBRIQUES</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
Variation AEN banques de dépôts	20 513	15 466	-13 941	-115 188	-10 083
Variation AEN Banque centrale	-153 546	-102 046	-303 886	73 876	115 014
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>-133 033</b>	<b>-86 580</b>	<b>-317 827</b>	<b>-41 312</b>	<b>104 931</b>

Source : BCEAO



## **V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

### **5.1 Evolution de la position extérieure globale nette**

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les DTS.

Au titre de l'année de 2018, la PEG s'élève à -4.465.492 millions, soit une détérioration de 85.523 millions par rapport à son de niveau de 2017. Cette évolution résulte d'une augmentation importante du stock des passifs financiers qui n'a pas été compensée par la hausse des actifs financiers au cours de la période. En effet, le stock des actifs financiers a affiché un montant de 1.513.609 millions en 2018, en hausse de 140.131 millions, soit une augmentation de 10,2%. Cette évolution résulte de l'accroissement des actifs au titre des investissements de portefeuille, des autres investissements (monnaie fiduciaire et dépôts) et des avoirs de réserves qui ont affiché des hausses respectives de 5,3%, 19,6% et 8,4%. Au titre des avoirs de réserve, le stock détenu est passé de 488.528 millions à 529.486 millions, soit une variation de 8,4%.

Quant au stock des passifs, il se dresse à 5.979.101 millions, en hausse de 225.655 millions par rapport à son niveau de 2017, soit une croissance de 3,9%. Cette évolution est en liaison essentiellement avec l'accroissement des passifs au titre des investissements de portefeuille, qui ont marqué une progression de 29,9%, avec une augmentation de 118.128 millions. Elle résulte également d'une augmentation des autres investissements, soit 1,6 % pour une hausse de 51.933 millions.

**Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette<sup>7</sup>**

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période		Autres flux	Fin de période
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>1 373 478</b>	<b>276 567</b>	<b>3 425</b>	<b>1 513 609</b>
1	Investissements directs	6 755	161		7 952
2	Investissements de portefeuille	516 843	27 229		544 071
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	361 352	70 748	0	432 099
4.1	Autres titres de participation		0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	171 873	51 762		223 634
4.3	Prêts	152 570	-6 857		145 713
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 470	0		1 470
4.5	Crédits commerciaux	8 572	9 681	0	18 253
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	26 867	16 162		43 029
5	Avoirs de réserves	488 528	178 430	3 425	529 486
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	59 276	64 345	2 787	126 409
5.3	Position de réserve au FMI	19 234	9 056	638	28 927
5.4	Autres avoirs de réserve	410 017	105 029	0	374 150
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>5 753 446</b>	<b>572 353</b>	<b>5 564</b>	<b>5 979 101</b>
1	Investissements directs	2 195 821	254 054	0	2 251 415
2	Investissements de portefeuille	395 098	118 128	0	513 226
3	Dérivés financiers		0	0	0
4	Autres investissements	3 162 527	200 171	5 564	3 214 460
4.1	Autres titres de participation		0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	34 541	142 636	0	177 177
4.3	Prêts	2 675 200	69 373	3 995	2 748 568
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0	420	0	420
4.5	Crédits commerciaux	60 086	1 133	0	61 219
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	323 092	-14 960	0	155 900
4.7	Droits de tirage spéciaux	69 607	1 569	1 569	71 177
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-4 379 969</b>	<b>-295 786</b>	<b>-2 140</b>	<b>-4 465 492</b>

Source : BCEAO

## 5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG montre une prééminence des transactions financières avec les autres pays en comparaison de celles avec les pays de l'UEMOA et de la Zone euro. Les autres pays sont détenteurs de 72,2% du stock d'engagements étrangers du Mali, contre 23,0% pour les autres pays de l'UEMOA et les pays de la zone détiennent 3,8%.

Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les autres pays regroupent 53,5% des avoirs, contre 42,7% pour les autres pays de l'UEMOA et 3,8% pour les pays de la zone euro.

<sup>7</sup> Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

**Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette**

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
<b>A</b>	<b>Stock d'actifs financiers</b>	<b>646 129</b>	<b>58 116</b>	<b>809 363</b>	<b>1 513 609</b>
1	Investissements directs	1 518	1 825	4 610	7 952
2	Investissements de portefeuille	522 623	6 278	15 170	544 071
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	269 615	50 013	112 471	432 099
5	Avoirs de réserves	-147 627	0	677 113	529 485,80
5.1	Or monétaire				0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	126 409	126 409
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	28 927	28 927
5.4	Autres avois de réserve	-147 627	0	521 777	374 150
<b>B</b>	<b>Stocks de passifs financiers</b>	<b>1 375 158</b>	<b>288 154</b>	<b>4 315 789</b>	<b>5 979 101</b>
1	Investissements directs	228 373	90 460	1 932 582	2 251 415
2	Investissements de portefeuille	475 533	11 464	26 228	513 226
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	671 252	186 230	2 356 978	3 214 460
<b>C</b>	<b>Position extérieure globale nette (A) - (B)</b>	<b>-729 029</b>	<b>-230 038</b>	<b>-3 506 426</b>	<b>-4 465 492</b>

Source : BCEAO

### 5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

En 2018, le stock des actifs financiers est détenu, à hauteur de 57,6%, par les autres institutions de dépôts, sous forme investissements de portefeuille et d'autres investissements pour l'essentiel. La Banque Centrale, avec les avois en réserve, détient 35,0% des actifs extérieurs. Le reste des actifs financiers, soit 7,4%, est détenu pour l'essentiel par les sociétés non financières dont les avois sont constitués d'investissements directs, de dépôts et de crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu essentiellement par l'Administration publique ( 41,1%), par les sociétés non financières (42,1%) et, dans une moindre mesure, par les institutions de dépôts (10,5%). Il se compose de prêts et d'investissements de portefeuille de l'Administration publique ainsi que des investissements directs étrangers des sociétés non financières.

**Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette**

(en millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôts	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	<b>Stock d'actifs financiers</b>	529 486	872 160	0	111 963	912	111 052	1 513 609
1	Investissements directs				7 952		7 952	7 952
2	Investissements de portefeuille		543 396		676	668	8	544 071
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements		328 764		103 335	244	103 092	432 099
5	Avoirs de réserves	529 486	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	529 486
5.1	Or monétaire	126 409	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	126 409
5.2	Droits de tirage spéciaux	28 927	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	28 927
5.3	Position de réserve au FMI	374 150	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	374 150
5.4	Autres avois de réserve	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	<b>Stocks de passifs financiers</b>	363 854	627 392	2 458 772	2 529 083	10 835	2 518 248	5 979 101
1	Investissements directs				2 251 415		2 251 415	2 251 415
2	Investissements de portefeuille		10 296	497 603	5 326	37	5 289	513 226
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	363 854	617 096	1 961 168	272 342	10 798	261 544	3 214 460
	<b>Position extérieure globale nette</b>	165 632	244 767	-2 458 772	-2 417 120	-9 923	-2 407 196	-4 465 492

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Malgré un contexte de résilience de l'activité économique mondiale et de ralentissement de la croissance économique en 2018, les comptes extérieurs du Mali ont enregistré des performances par rapport à l'année 2017. En effet, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 104.931 millions en 2018, après avoir enregistré des déficits pendant quatre années consécutives. Les transactions se sont soldées par :

- une consolidation de 27,9% du déficit courant qui s'est affiché à 4,9% par rapport au PIB, à la faveur des résultats enregistrés au niveau de la balance commerciale ;
- une baisse de 11,4% de l'excédent du compte de capital ;
- un repli de 18,5% des entrées nettes de flux financiers du secteur non monétaire.

Les transactions courantes et en capital se sont soldées par un besoin de financement de 331.538 millions qui a été entièrement couvert par les entrées de capitaux. En effet, les investissements directs (participations et instruments de dette), les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et les tirages de prêts de l'Administration publique et du secteur privé ont permis de financer les besoins à hauteur de 400.656 millions. Pour l'année 2018, les flux mobilisés à travers les émissions de titres publics ont atteint 118.607 millions, soit 29,6% du total des flux financiers.

En définitive, les actifs extérieurs nets du système monétaire se sont accrus de 104.931 millions tandis que la position extérieure globale nette du Mali s'est dégradée de 292.361 millions.

Pour maintenir la tendance amorcée en 2018 dont les résultats révèlent un caractère conjoncturel, le Mali devrait poursuivre et renforcer les mesures de politique économique qui permettraient de contenir le déficit du compte courant et limiter le financement du déficit par le recours aux avoirs du système bancaire. Aussi, l'accent devrait être mis sur les stratégies de politique économique ci-après :

- la diversification de la base de produits exportables, notamment les produits du cru et les biens manufacturés, dans le but de réduire la dépendance du pays à l'égard des secteurs minier et cotonnier ;
- l'accroissement de la valeur ajoutée des exportations, à travers la transformation des produits locaux ; ceci se traduirait par le suivi et l'appui aux filières de production et de commercialisation porteuses, entres autres, le raffinage de l'or sur place, la transformation du coton et la modernisation de la filière de l'élevage ;
- l'appui à la création d'entreprises de service dans des créneaux spécialisés, à travers des mesures incitatives pour soutenir les capacités d'investissement ;
- le renforcement des actions orientées vers l'amélioration du cadre des affaires dans les secteurs porteurs de croissance, comme l'agriculture et l'industrie, afin d'y accroître les investissements directs étrangers ;

En vue de la mise en œuvre de toutes ces mesures de politique économique, l'Etat devrait créer les conditions pour la stabilité socio-politique et le retour de la paix.

# **ANNEXES**

## Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	43
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	50
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	50
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	50
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes	51
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	51
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	51
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	52
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	53
Tableau A7 :	Exportations communautaires	54
Tableau A8 :	Importations communautaires	54
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires	55
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali	55
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires	56
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires	56
Tableau A13 :	Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus	57
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2014 à 2018 (optique BCEAO)	58
Tableau A15 :	Balance des paiements du Mali de 2018 (détaillée)	61
Tableau A16 :	Position extérieure globale du Mali de 2014 à 2018	65

### Annexes

## **Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali**

### **1. Généralités**

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2008.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

### **2. Concepts fondamentaux**

**Territoire économique** : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

**Résidence** : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6<sup>ème</sup> édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

**Transactions** : les transactions enregistrées dans la 6<sup>ème</sup> édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

**Autres flux** : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

**Réévaluations** : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

**Autres variations de volume** : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs

financiers ou des changements de classification.

**Unité institutionnelle** : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

**Investisseur direct** : Investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

**Entreprise d'investissement direct** : Entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

**Entités associées** : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

**Filiales** : Entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

**Succursales** : Entreprises d'investissement direct non constituée en société et qui est détenue à 100% par son investisseur direct.

**Entreprises sœurs** : Entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

**Entreprises affiliées** : Entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

### **3. Nature des sources statistiques**

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues



des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dette extérieure publique" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

#### **4. Pratiques d'établissement des données**

##### **4.1 Compte courant et compte de capital**

**Importations / exportations de marchandises générale** : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

**Réexportation de marchandises** : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

**Négoce international** : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

**Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers** : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

**Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs** : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

**Service postaux et de messagerie** : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

**Frais de mission et de formation à l'étranger** : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc. engagées à l'étranger. Il n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

**Travaux de construction** : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie, et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle aussi enregistrée au poste construction.

**Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions** : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

**Services d'assurance auxiliaires** : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

**Services financiers** : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

**Frais pour usage de propriétés intellectuelle non compris ailleurs** : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

**Services de télécommunications** : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

**Service d'informatique** : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

**Service d'information** : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

**Services de recherche-développement** : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

**Autres services aux entreprises** : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

**Services spécialisés et services de conseil en gestion** : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

**Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises** : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

**Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs** : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

**Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs** : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

**Dividendes reçus/versés sur les titres de participations** : la part des bénéfices reçus/versés par votre entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

**Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis** : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

**Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées** : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par votre entreprise sur des entreprises affiliées.

**Autres intérêts versés ou reçus** : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

**Taxes sur la production et les importations versées** : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

## **4.2 Compte financier**

**Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct** : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) de votre entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

**Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours)** : part des fonds propres de votre entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

**Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs** : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par votre entreprise à titre d'investissements directs.

**Titres de participation détenus par les investisseurs directs** : parts des fonds propres de votre entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

**Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours)** : parts des fonds propres de votre entreprise détenus par vos filiales, des sociétés associées ou succursales.

**Titres de participation détenus par les entreprises sœurs** : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

**Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées** : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

**Titres de participations (< 10 %)** : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

**Titres de créance** : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

**Instruments financiers dérivés** : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

**Autres titres de participations** : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

**Autres prêts** : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

**Crédits commerciaux** : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

## **5. Validation des données**

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la

DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

## **6. Autres aspects**

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

## Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

**TABLEAU A1 : RECONCILIATION DES DONNEES DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS**

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation
<b>AVOIRS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	474 787	376 991	249 486	347 631	526 061	178 430
Ajustements/Autres flux	-463					0
<b>Total avoirs en balance des paiements</b>	<b>474 324</b>	<b>376 991</b>	<b>249 486</b>	<b>347 631</b>	<b>526 061</b>	<b>178 430</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND		ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	152 881	162 255	331 499	355 769	419 185	63 416
dont Allocation DTS	69 950	74 611	74 758	69 607	71 177	1 570
Ajustements/Autres flux	0					
<b>Total engagements en balance des paiements</b>	<b>82 931</b>	<b>87 644</b>	<b>331 499</b>	<b>355 769</b>	<b>419 185</b>	<b>63 416</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>391 393</b>	<b>289 347</b>	<b>-82 013</b>	<b>-8 138</b>	<b>106 876</b>	<b>115 014</b>

Source : BCEAO.

**TABLEAU A2 : TABLEAU DE RECONCILIATION DES STATISTIQUES MONETAIRES ET DE BALANCE DES PAIEMENTS**

Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation
<b>AVOIRS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND		ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	729 179	790 252	874 784	845 199	870 865	25 666
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-8 101	-7 659	-7 591	-9 928		9 928
Débiteurs divers	311	224	459	469		-469
Divers-comptes d'ordre	5	0	0	66		-66
Billets externes UMOA	7 720	9 782	9 395	9 247		-9 247
Ajustements					1	
<b>Total avoirs en balance des paiements</b>	<b>729 114</b>	<b>792 599</b>	<b>874 784</b>	<b>845 199</b>	<b>870 866</b>	<b>25 667</b>
<b>ENGAGEMENTS</b>						
Statistiques financières internationales	ND	ND	ND	ND		ND
Statistiques monétaires (données FISEC)	428 438	469 430	546 049	628 156	664 216	36 060
Comptes exigibles après encaissement	-14 778	-17 138	-18 047	-22 192		22 192
Dépôts des Maliens de l'extérieur	146 602	156 553	164 166	178 487		-178 487
Versement à effectuer/ titres de placement	0	0	0	0		0
Créditeurs divers	578	14	22	28		-28
Divers-comptes d'ordre	0	0	0	72		-72
Ajustements			-3 186	310		-310
<b>Total engagements en balance des paiements</b>	<b>560 840</b>	<b>608 859</b>	<b>542 863</b>	<b>628 466</b>	<b>664 216</b>	<b>35 750</b>
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>168 274</b>	<b>183 740</b>	<b>331 921</b>	<b>216 733</b>	<b>206 650</b>	<b>-10 083</b>

Source : BCEAO.

## Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

**TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Coton	162 840	188 710	157 677	200 049	262 378
Pierres et métaux précieux	943 159	1 043 399	1 300 175	1 286 966	1 467 846
Animaux vivants	17 318	115 164	135 224	108 924	108 393
Autres	236 344	266 056	189 341	141 759	173 488
<b>Total statistiques du commerce extérieur</b>	<b>1 359 661</b>	<b>1 613 328</b>	<b>1 782 416</b>	<b>1 737 698</b>	<b>2 012 106</b>
Ajustements de champ (non contrôlé)	29 973	32 726	73 228	59 436	58 811
Ajustements de valeur	-15 459	-39 260	-179 774	-111 238	-79 485
<b>EXPORTATIONS AJUSTEES</b>	<b>1 374 174</b>	<b>1 606 794</b>	<b>1 675 870</b>	<b>1 685 895</b>	<b>1 991 432</b>

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

**TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales**

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
Produits alimentaires	296 117	385 869	368 373	378 799	374 954
Produits énergétiques	517 604	480 563	506 874	656 975	725 932
Biens de conso. Courante	250 127	322 185	305 567	304 549	300 058
Biens d'équipement	438 738	599 954	549 080	539 876	551 368
Matières premières et biens intermédiaires	303 579	443 964	408 888	404 095	451 312
Produits divers	132 413	128 936	141 385	121 267	122 390
<b>Total statistiques du commerce extérieur</b>	<b>1 938 578</b>	<b>2 361 470</b>	<b>2 280 168</b>	<b>2 405 561</b>	<b>2 526 014</b>
Ajustements de champ (informel)	134 004	-47 391	195 014	218 907	227 149
Ajustements de champ (autres)	-137 500	-66 350	-72 852	-129 881	-129 314
<b>Imports de marchandises gles ajustées CAF</b>	<b>1 935 082</b>	<b>2 247 729</b>	<b>2 402 330</b>	<b>2 494 586</b>	<b>2 623 850</b>
Fret	-299 938	-348 398	-372 361	-386 661	-406 697
Assurance sur marchandises	-9 675	-11 239	-12 011,65	-12 472,93	-13 120
<b>IMPORTATIONS FOB</b>	<b>1 625 469</b>	<b>1 888 093</b>	<b>2 017 957</b>	<b>2 095 453</b>	<b>2 204 033</b>

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la BP.

**TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations**

( Volume en tonnes, Valeur en millions F C F A )

ZONES GEOGRAPHIQUES	2016			2017			2018		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
<b>EUROPE</b>	93 869	237 229	14,2	82 433	390 950	23,2	57 450	670 819	33,7
Union Européenne	59 010	44 436	2,7	24 910	23 111	1,4	56 151	46 352	2,3
<i>ZONE EURO</i>	43 561	39 711	2,4	21 745	20 053	1,2	34 887	34 058	1,7
<i>France</i>	18 017	11 338	0,7	5 982	5 546	0,3	10 378	9 311	0,5
Allemagne	2 194	2 869	0,2	1 786	1 855	0,1	3 000	3 715	0,2
Italie	6 771	7 307	0,4	3 174	2 963	0,2	3 131	3 661	0,2
Pays-Bas	8 125	7 459	0,4	5 724	4 213	0,2	7 918	8 258	0,4
Belgique	8 453	2 960	0,2	604	2 296	0,1	1 253	2 790	0,1
Autres pays européens	14 162	3 955	0,2	1 448	1 296	0,1	20 054	11 400	0,6
<i>Royaume-Uni</i>	1 287	770	0,0	1 716	1 762	0,1	1 210	894	0,0
Autres pays d'Europe	34 859	192 792	11,5	57 523	367 838	21,8	1 299	624 467	31,4
<i>Dont Suisse</i>	3 180	180 105	10,7	2 687	325 461	19,3	814	624 316	31,4
Russie	12 454	2 897	0,2	2 719	660	0,0	485	150	0,0
<b>AFRIQUE</b>	478 586	1 097 533	65,5	579 836	1 044 163	61,9	487 313	948 829	47,6
CEDEAO	433 607	287 711	17,2	518 480	202 034	12,0	424 623	293 505	14,7
<i>UEMOA</i>	396 206	268 769	16,0	495 126	188 953	11,2	400 830	280 658	14,1
<i>Bénin</i>	5 343	11 175	0,7	2 292	2 314	0,1	8 352	20 088	1,0
Burkina	198 597	65 958	3,9	208 206	58 305	3,5	169 256	49 389	2,5
Côte d'Ivoire	92 484	77 250	4,6	91 542	56 770	3,4	61 757	58 323	2,9
Guinée Bissau	19	81	0,0	0	310	0,0	9	263	0,0
Niger	6 578	14 952	0,9	6 217	19 482	1,2	9 579	19 234	1,0
Sénégal	86 625	94 159	5,6	176 874	50 495	3,0	139 605	126 080	6,3
Togo	6 560	5 195	0,3	9 995	1 277	0,1	12 273	7 280	0,4
Autres pays de la CEDEAO	37 401	18 942	1,1	23 354	13 081	0,8	23 794	12 847	0,6
<i>Cap vert</i>	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	0	0	0,0	53	34	0,0	453	79	0,0
Ghana	16 398	2 798	0,2	11 507	3 060	0,2	11 362	1 945	0,1
Guinée Conakry	19 130	15 370	0,9	10 763	9 767	0,6	10 290	9 730	0,5
Libéria	353	346	0,0	0	0	0,0	281	621	0,0
Nigéria	1 497	416	0,0	1 028	199	0,0	1 406	466	0,0
Sierra Leone	23	12	0,0	3	21	0,0	0	6	0,0
Autres pays d'Afrique	44 979	809 822	48,3	61 356	842 129	50,0	62 689	655 323	32,9
Algérie	40	18	0,0	1	1	0,0	0	0	0,0
Maroc	30 385	9 644	0,6	20 327	5 933	0,4	15 071	3 933	0,2
Tunisie	343	128	0,0	185	197	0,0	320	181	0,0
Caméroun	146	107	0,0	10	14	0,0	0	3	0,0
Kenya	4	6	0,0	11	39	0,0	8	5	0,0
Afrique du Sud	2 348	793 341	47,3	1 556	827 745	49,1	775	645 266	32,4
<b>AMERIQUE</b>	10 323	6 752	0,4	2 095	5 651	0,3	20 616	12 059	0,6
Canada	8 102	1 867	0,1	24	111	0,0	454	581	0,0
Etats-Unis	2 186	4 823	0,3	2 047	5 467	0,3	20 099	11 302	0,6
Autres pays d'Amérique	35	62	0,0	23	73	0,0	63	177	0,0
<b>ASIE</b>	231 775	331 192	19,8	286 822	244 238	14,5	330 649	356 937	17,9
Chine	41 700	17 525	1,0	61 664	10 946	0,6	57 375	16 431	0,8
Hong-Kong	31	336	0,0	0	13	0,0	22	55	0,0
Inde	37 642	27 910	1,7	33 491	43 744	2,6	15 713	12 388	0,6
Japon	983	4 059	0,2	364	3 764	0,2	632	2 133	0,1
Taiwan	901	732	0,0	1 615	1 327	0,1	0	0	0,0
Thaïlande	11 858	9 459	0,6	16 663	14 138	0,8	5 661	5 420	0,3
Emirates arabes unis	730	82 525	4,9	2 899	27 163	1,6	5 441	82 530	4,1
Autres pays d'Asie	137 931	188 647	11,3	170 126	143 143	8,5	245 804	237 981	12,0
<b>OCEANIE</b>	344	3 164	0,2	345	894	0,1	12 515	2 788	0,1
Dont: Australie-Nouvelle	5	6	0,0	345	894	0,1	604	713	0,0
<b>TOTAL GENERAL</b>	814 897	1 675 870	100,0	951 530	1 685 895	100,0	908 542	1 991 432	100,0



**TABLEAU A6 : Répartition géographique des importations**

(Volume en tonnes, Valeur en millions F C F A )

ZONES GEOGRAPHIQUES	2016			2017			2018		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
<b>EUROPE</b>	1 126 127	643 690	26,8	1 195 620	645 771	25,9	818 820	572 189	21,8
<i>Union Européenne</i>	782 278	566 594	23,6	613 916	491 125	19,7	648 332	538 154	20,5
<b>ZONE EURO</b>	664 737	509 708	21,2	555 619	453 099	18,2	507 364	448 678	17,1
France	304 647	196 582	8,2	287 113	189 432	7,6	213 034	203 094	7,7
Allemagne	79 003	100 537	4,2	56 542	80 910	3,2	53 472	87 900	3,4
Italie	40 302	39 614	1,6	48 806	36 586	1,5	39 770	29 255	1,1
Pays-Bas	39 779	33 346	1,4	85 249	82 135	3,3	57 243	22 695	0,9
Belgique	99 876	43 997	1,8	31 102	26 631	1,1	30 789	27 691	1,1
<i>Autres pays européens de l'UE</i>	114 850	42 685	1,8	55 110	26 950	1,1	251 023	138 845	5,3
Royaume-Uni	2 692	14 201	0,6	3 187	11 076	0,4	3 001	13 439	0,5
<i>Autres pays d'Europe</i>	343 849	77 096	3,2	581 704	154 646	6,2	170 488	34 036	1,3
Dont Suisse	4 049	3 398	0,1	130 532	56 811	2,3	3 156	3 810	0,1
Russie	197 412	36 777	1,5	206 261	29 005	1,2	167 332	30 226	1,2
<b>AFRIQUE</b>	4 439 368	1 067 395	44,4	4 204 826	1 155 948	46,3	4 555 083	1 245 918	47,5
<b>CEDEAO</b>	4 078 023	909 320	37,9	3 842 061	1 011 977	40,6	4 220 652	1 095 052	41,7
<b>UEMOA</b>	3 932 707	855 805	35,6	3 719 767	960 753	38,5	4 064 326	1 044 277	39,8
Bénin	198 185	60 440	2,5	109 650	46 857	1,9	271 929	86 342	3,3
Burkina	55 425	15 495	0,6	22 013	20 786	0,8	39 382	13 310	0,5
Côte d'Ivoire	703 689	336 540	14,0	726 810	317 773	12,7	763 999	377 067	14,4
Guinée Bissau	0	683	0,0	0	92	0,0	0	1 253	0,0
Niger	24 668	53 951	2,2	128 688	79 833	3,2	86 778	51 204	2,0
Sénégal	2 915 938	344 919	14,4	2 706 081	440 860	17,7	2 860 236	471 905	18,0
Togo	34 802	43 777	1,8	26 526	54 552	2,2	42 003	43 196	1,6
<i>Autres pays de la CEDEAO</i>	145 316	53 515	2,2	122 294	51 224	2,1	156 326	50 775	1,9
Cap vert	0	0	0,0	0	0	0,0	0	1	0,0
Gambie	110	77	0,0	126	181	0,0	190	261	0,0
Ghana	136 249	49 881	2,1	112 642	47 246	1,9	99 140	36 599	1,4
Guinée Conakry	7 617	2 096	0,1	7 488	3 125	0,1	11 079	4 316	0,2
Libéria	19	289	0,0	1	6	0,0	9	99	0,0
Nigéria	1 313	1 075	0,0	2 028	625	0,0	45 874	9 441	0,4
Sierra Leone	7	97	0,0	11	41	0,0	35	59	0,0
<i>Autres pays d'Afrique</i>	361 346	158 076	6,6	362 765	143 971	5,8	334 431	150 867	5,7
Algérie	9 359	1 373	0,1	8 269	1 252	0,1	10 856	2 167	0,1
Maroc	165 863	57 748	2,4	167 781	40 076	1,6	137 759	44 427	1,7
Tunisie	21 760	4 162	0,2	18 428	5 093	0,2	36 743	8 036	0,3
Caméroun	96	50	0,0	124	86	0,0	334	176	0,0
Kenya	11	44	0,0	29	73	0,0	467	482	0,0
Afrique du Sud	93 415	73 561	3,1	117 113	84 450	3,4	25 138	77 332	2,9
<b>AMERIQUE</b>	199 836	111 054	4,6	303 272	136 075	5,5	300 959	135 182	5,2
Canada	11 542	12 432	0,5	10 373	14 224	0,6	9 413	10 457	0,4
Etats-Unis	38 507	59 997	2,5	71 626	74 233	3,0	119 263	79 394	3,0
<i>Autres pays d'Amérique</i>	149 787	38 624	1,6	221 273	47 618	1,9	172 282	45 332	1,7
<b>ASIE</b>	916 770	557 423	23,2	750 559	<b>535 946</b>	21,5	872 765	<b>631 535</b>	24,1
Chine	505 142	356 398	14,8	365 311	333 428	13,4	372 317	384 721	14,7
Hong-Kong	623	856	0,0	651	979	0,0	773	1 442	0,1
Inde	193 445	71 953	3,0	107 527	51 883	2,1	120 432	72 155	2,7
Japon	29 841	46 634	1,9	33 635	44 541	1,8	35 157	45 124	1,7
Taiwan	350	615	0,0	1 578	2 013	0,1	425	1 163	0,0
Thaïlande	55 590	13 344	0,6	65 117	14 106	0,6	46 612	11 738	0,4
Emirates arabes unis	31 645	20 395	0,8	34 855	19 791	0,8	28 663	19 890	0,8
<i>Autres pays d'Asie</i>	100 134	47 229	2,0	141 884	69 205	2,8	268 387	95 302	3,6
<b>OCEANIE</b>	10 707	22 767	0,9	7 032	20 846	0,8	82 914	39 024	1,5
<i>Dont: Australie-Nouvelle Zélande</i>	1 354	2 094	0,1	6 830	20 725	0,8	9 601	25 042	1,0
<b>TOTAL GENERAL</b>	6 692 808	2 402 330	100	6 461 309	2 494 586	100	6 630 541	2 623 850	100

**TABLEAU A7 : Exportations communautaires en 2018**

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Coton	% Exports Coton	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,6
	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
	Millions FCFA	0	233	45	3	3	1 227	0	1 511
Or	% Exports Or						0,0		0,0
	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA		0				0		0
Animaux vivants	% Exports Animaux	8,1	2,1	25,5	0,0	3,3	41,2	0,0	80,1
	% Exports totales	0,4	0,1	1,4		0,2	2,2	0,0	4,4
	Millions FCFA	8 761	2 238	27 619	0	3 527	44 621	34	86 800
Engrais	% Exports Engrais	0,0	80,9	0,2	0,0	0,0	0,2	0,0	81,3
	% Exports totales	0,0	1,4	0,0		0,0	0,0	0,0	1,4
	Millions FCFA	0	27 576	61	0	0	75	0	27 712
Divers	% Exports totales	0,6	1,0	1,5	0,0	0,8	4,0	0,4	8,3
	Millions FCFA	11 327	19 342	30 598	260	15 704	80 157	7 247	164 635
<b>Total</b>	<b>% Exports totales</b>	<b>1,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,9</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>6,3</b>	<b>0,4</b>	<b>14,1</b>
	<b>Millions FCFA</b>	<b>20 088</b>	<b>49 389</b>	<b>58 323</b>	<b>263</b>	<b>19 234</b>	<b>126 080</b>	<b>7 280</b>	<b>280 658</b>

Sources : BCEAO, INSTAT.

**TABLEAU A8 : Importations communautaires en 2018**

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Produits alimentaires	% Imports Prod. Alim.	0,4	1,1	9,0	0,2	0,0	18,2	0,7	29,7
	% Imports totales	0,1	0,2	1,3	0,0	0,0	2,7	0,1	4,4
	Millions FCFA	1 176	3 528	29 543	730	149	59 532	2 419	97 076
Produits pétroliers	% Imports Pétrole	11,3	0,0	27,5	0,0	5,7	25,2	0,9	70,6
	% Imports totales	3,2	0,0	7,9		1,6	7,2	0,3	20,3
	Millions FCFA	71 260	41	174 294	0	36 003	159 453	5 959	447 010
Matériaux de const.	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	0,7	7,1	0,0	0,0	29,6	0,4	37,8
	% Imports totales	0,0	0,1	1,3		0,0	5,3	0,1	6,8
	Millions FCFA	53	2 686	27 976		1	116 511	1 611	148 838
Matières premières	% Imports totales	0,0	0,1	1,0	0,0	0,1	0,8	0,1	2,0
	Millions FCFA	151	1 126	23 097	0	1 730	16 827	1 276	44 207
Machines & véhicules	% Imports Mach&véhic.	0,1	0,4	0,9	0,0	0,2	1,5	2,2	5,4
	% Imports totales	0,0	0,1	0,2		0,1	0,3	0,5	1,2
	Millions FCFA	267	1 903	4 481	0	1 200	7 402	10 729	25 981
Produits chimiques	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,5	9,8	0,0	0,0	3,7	0,4	14,6
	% Imports totales	0,0	0,1	1,2		0,0	0,4	0,1	1,7
	Millions FCFA	110	1 253	25 723		120	9 792	1 122	38 120
Divers	% Imports totales	0,0	0,0	1,6		0,2	1,4	0,6	3,9
	Millions FCFA	373	777	35 394	335	4 321	31 602	13 601	86 404
<b>Total</b>	<b>% Imports totales</b>	<b>3,3</b>	<b>0,5</b>	<b>14,5</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>18,2</b>	<b>1,7</b>	<b>40,3</b>
	<b>Millions FCFA</b>	<b>73 390</b>	<b>11 314</b>	<b>320 507</b>	<b>1 065</b>	<b>43 523</b>	<b>401 119</b>	<b>36 717</b>	<b>887 635</b>

Sources : BCEAO, INSTAT.

**TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2018**

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 820,2	7 083,6	203,8	73 390,3	56 533,6	518,6	17 171,4	161 721,5
	Burkina	2 818,5		13 750,2	26,4	11 313,9	12 489,1	5 905,1	34 750,8	81 054,0
	Cote d'Ivoire	34 716,6	348 326,8		958,7	320 507,3	59 606,2	68 838,8	53 347,2	886 301,6
	Guinée-Bissau	21,7	0,0	0,0		1 065,1	0,0	3 914,7	0,0	5 001,4
	Mali	20 088,4	49 389,0	58 323,4	263,2		19 233,8	126 079,6	7 280,4	280 657,8
	Niger	15 162,9	15 638,1	4 885,7	9,6	43 523,0		1 111,3	12 663,5	92 994,1
	Sénégal	12 062,0	39 155,6	75 205,1	49 881,0	401 119,0	9 082,9		11 740,9	598 246,5
	Togo	154 521,3	100 679,5	46 242,9	392,7	36 716,8	45 912,0	5 487,6		389 952,8
	UEMOA	239 391,4	560 009,2	205 490,9	51 735,4	887 635,4	202 857,6	211 855,7	136 954,2	2 495 929,8

Source : BCEAO/Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

**TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali**

Produits	2 016		2 017		2 018	
	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)
Or	1 120 373	53	1 175 719	56	1 388 358	67
Coton	157 677	198 899	200 049	235 955	263 155	275 327
Animaux vivants	135 224	133 026	108 924	208 000	108 393	84 341
Engrais	55 842	215 681	43 808	203 093	34 081	135 884
Combustibles minéraux	4 929	10 309	5 008	6 971	24 681	50 107
Réacteurs nucléaires, chaudières	24 262	6 144	11 525	3 040	16 285	5 182
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	19 541	4 580	9 894	3 053	10 046	3 367
Fruits comestibles	11 306	50 305	10 739	44 591	9 516	57 029
Graines et fruits oléagineux	5 499	35 481	5 896	24 086	6 481	26 650
Produits pharmaceutiques	2 697	877	2 693	900	5 946	1 833
Préparations de farine et de céréales	1 816	3 152	3 193	3 972	4 905	4 731
Aliments préparés pour animaux	1 055	20 942	3 889	47 344	4 735	65 349
Boissons	4 171	13 456	4 870	14 210	4 591	12 821
Peaux et cuirs	5 172	3 790	5 620	4 390	4 570	4 105
Machines, appareils et matériels	2 701	3 639	2 773	3 185	3 777	2 819
Matières plastiques et ouvrages	4 152	4 855	2 581	3 860	3 609	6 019
Fonte, fer et acier	3 666	16 562	4 592	22 713	2 675	22 860
Bois	3 572	24 777	3 828	51 047	2 427	40 474
Lait	2 325	2 195	1 658	1 006	2 327	1 055

**TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2018**

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		4 661,5	1 541,1	158,8	1 399,4	2 504,1	3 966,3	6 939,2	21 170,4
	Burkina	13 775,1		6 369,4	145,8	3 652,9	3 519,9	4 721,1	11 373,4	43 557,6
	cote d'Ivoire	14 774,5	19 242,3		88,4	8 809,4	2 500,6	7 170,6	11 240,5	63 826,3
	Guinée-Bissau	37,4	602,1	151,0		40,3	74,4	4 748,0	256,2	5 909,5
	Mali	2 408,2	11 316,4	7 552,3	939,7		3 705,8	5 741,6	2 256,4	33 920,4
	Niger	5 798,0	2 804,5	4 385,4	32,5	1 722,6		5 901,4	4 819,0	25 463,4
	Sénégal	2 822,6	15 528,5	2 375,5	1 583,7	8 631,8	1 498,2		822,6	28 590,4
	Togo	18 399,5	1 072,8	1 660,6	107,0	1 370,3	2 874,5	6 142,6		31 627,3
	UEMOA	58 015,3	55 228,1	24 035,3	3 055,9	25 626,7	16 677,5	38 391,6	37 707,3	258 737,7

**TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2018**

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 406,5	6 241,3	100,7	2 157,7	8 638,2	4 148,5	3 326,6	28 019,5
	Burkina	2 577,7		15 438,0	40,6	17 346,2	3 198,0	6 411,7	6 664,6	51 676,8
	Cote d'Ivoire	9 965,3	16 018,9		3 851,1	64 465,9	8 239,7	22 458,9	18 806,2	143 806,0
	Guinée-Bissau	378,1	109,7	467,9		928,2	309,6	8 137,7	364,0	10 695,2
	Mali	3 264,3	3 145,9	13 663,3	130,8		6 509,3	31 313,7	8 622,5	66 649,8
	Niger	839,4	2 280,8	5 698,6	110,4	6 176,8		3 914,4	7 878,2	26 898,6
	Sénégal	3 803,3	5 903,4	11 293,4	3 914,0	24 766,0	4 426,0		3 275,1	57 381,1
	Togo	2 940,9	3 978,3	6 402,7	128,0	3 453,7	4 789,2	3 342,3		25 035,1
	UEMOA	23 769,0	34 843,5	59 205,2	8 275,6	119 294,5	36 110,0	79 727,2	48 937,2	410 162,2

**TABLEAU A13 : Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus (en millions FCFA)**

Pays	2 015	2 016	2 017	2 018
<b>AFRIQUE</b>	<b>30 970,3</b>	<b>12 353,4</b>	<b>51 219,8</b>	<b>12 177,1</b>
<i>UEMOA</i>	32 688,7	13 401,6	36 293,8	10 902,2
Bénin	-615,0	246,8	1 375,2	403,7
Burkina	4 436,8	10 304,8	4 222,6	1 394,7
Côte d'Ivoire	10 109,2	4 375,8	11 912,3	-5 017,8
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	-4 672,4	9,6	9 451,3	2 824,8
Togo	13 446,9	-2 497,1	10 956,1	10 509,7
Institutions de l'UEMOA	0,0	961,8	-1 623,6	787,0
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	210,3	24,0
Ghana	0,0	0,0	210,3	24,0
Nigéria	0,0	0,0	0,0	0,0
Sierra Leone	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	-1 718,4	-1 048,2	14 715,7	1 250,9
Afrique du Sud	6 315,8	-9 426,9	10 854,2	-10 893,7
Libye	-2 124,5	4 106,5	726,4	232,9
Maroc	0,0	3 630,5	175,9	8 823,9
Mauritanie	0,0	635,2	2 948,2	3 076,8
<b>EUROPE</b>	<b>172 689,1</b>	<b>134 879,6</b>	<b>205 653,9</b>	<b>258 370,6</b>
<i>UNION EUROPEENNE</i>	172 689,1	14 096,9	41 914,9	75 278,0
<i>ZONE EURO dont :</i>	15 489,7	7 901,5	18 159,9	1 067,2
Allemagne	2 568,8	1 126,2	902,8	868,8
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0
France	12 920,9	4 942,9	16 854,8	2 314,5
Italie	0,0	0,0	0,0	-1 695,5
Luxembourg	0,0	0,0	0,0	-169,0
Pays-Bas	0,0	1 832,3	402,2	30,3
Danemark	0,0	0,0	0,0	-282,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	157 199,4	6 195,4	23 755,0	74 210,9
Royaume-Uni	157 199,4	6 195,4	23 736,0	74 210,9
<i>Europe hors UE dont :</i>	0,0	120 782,7	163 739,0	183 092,6
Fédération de Russie	0,0	0,0		0,0
Suisse	0,0	-8 839,3	0,0	0,0
Gibraltar	0,0	0,0	0,0	1 975,5
Îles Vierges Britanniques		129 608,0	121 879,0	181 117,1
Île de Man			41 860,0	0,0
<b>AMERIQUE dont:</b>	<b>-10 024,2</b>	<b>-8 166,3</b>	<b>32 988,1</b>	<b>-81 889,6</b>
Canada	0,0	-8 242,5	32 981,7	-81 697,9
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	76,2	6,4	-191,7
<b>ASIE dont :</b>	<b>-9,6</b>	<b>69,3</b>	<b>4 164,6</b>	<b>498,6</b>
Chine	1,6	-201,6	432,0	172,2
Inde	0,0	244,9	448,7	308,3
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	0,0	26,0	4,0	18,1
Singapour	0,0	0,0	0,0	0,0
Arabie Saoudite			3 280,0	0,0
<b>OCEANIE</b>	0,0	72 164,1	30 382,9	70 383,3
Australie	0,0	72 164,1	30 382,9	70 383,3
<b>Institutions internationales</b>	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres</b>	0,0	0,0	1 192,6	17,5
<b>TOTAL</b>	<b>162 893,8</b>	<b>211 300,0</b>	<b>325 601,9</b>	<b>259 557,6</b>

**TABLEAU A14 : Balance des Paiements du Mali de 2014 à 2018 (optique BCEAO)**

Code SDMX	Nom du poste	2014	2015	2016	2017	2018
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-255,8</b>	<b>-327,5</b>	<b>-532,0</b>	<b>-644,1</b>	<b>-464,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>2747,8</b>	<b>3043,7</b>	<b>3 198,6</b>	<b>3034,3</b>	<b>3 395,9</b>
	<b>Débit</b>	<b>3003,6</b>	<b>3371,3</b>	<b>3 730,6</b>	<b>3678,4</b>	<b>3 860,4</b>
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Biens et services</b>	<b>-1023,0</b>	<b>-1120,0</b>	<b>-1 333,1</b>	<b>-1217,3</b>	<b>-1 052,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>1678,1</b>	<b>1947,8</b>	<b>2 018,5</b>	<b>2005,0</b>	<b>2 325,2</b>
	<b>Débit</b>	<b>2701,2</b>	<b>3067,8</b>	<b>3 351,5</b>	<b>3222,3</b>	<b>3 377,7</b>
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Biens</b>	<b>-251,3</b>	<b>-281,3</b>	<b>-342,1</b>	<b>-409,6</b>	<b>-212,6</b>
	<b>Crédit</b>	<b>1452,5</b>	<b>1691,8</b>	<b>1 745,9</b>	<b>1685,9</b>	<b>1 991,4</b>
	<b>Débit</b>	<b>1625,5</b>	<b>1888,1</b>	<b>2 018,0</b>	<b>2095,5</b>	<b>2 204,0</b>
<b>1_B_N_N_E</b>	Marchandises générales, base balance des paiements	-1169,0	-1285,4	-1 462,5	-1585,3	-1 601,0
	Crédit	456,5	602,7	555,5	510,2	603,1
	Débit	1625,5	1888,1	2 018,0	2095,5	2 204,0
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont : Réexportations</i>	<i>78,3</i>	<i>85,0</i>	<i>70,0</i>	<i>67,6</i>	<i>70,7</i>
	<i>Crédit</i>	<i>78,3</i>	<i>85,0</i>	<i>70,0</i>	<i>67,6</i>	<i>70,7</i>
	<i>Débit</i>					<i>0,0</i>
<b>1_B_N_N_E</b>	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit					0,0
	Débit					0,0
<b>1_B_N_N_E</b>	Or non monétaire	917,7	1004,1	1 120,4	1175,7	1 388,4
	Crédit	917,7	1004,1	1 120,4	1175,7	1 388,4
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>1_B_N_N_E</b>	<b>Services</b>	<b>-850,1</b>	<b>-923,6</b>	<b>-1 061,0</b>	<b>-807,8</b>	<b>-839,9</b>
	<b>Crédit</b>	<b>225,6</b>	<b>256,0</b>	<b>272,6</b>	<b>319,1</b>	<b>333,8</b>
	<b>Débit</b>	<b>1075,7</b>	<b>1179,7</b>	<b>1 333,6</b>	<b>1126,9</b>	<b>1 173,7</b>
<b>1_B_N_N_E</b>	Transport	-344,9	-384,7	-421,8	-415,1	-439,3
	Crédit	1,9	8,3	11,2	12,7	16,3
	Débit	346,9	393,0	433,0	427,8	455,6
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont fret</i>	<i>-299,7</i>	<i>-342,7</i>	<i>-366,1</i>	<i>-376,3</i>	<i>-394,3</i>
	<i>Crédit</i>	<i>0,3</i>	<i>5,7</i>	<i>6,2</i>	<i>10,4</i>	<i>12,4</i>
	<i>Débit</i>	<i>299,9</i>	<i>348,4</i>	<i>372,4</i>	<i>386,7</i>	<i>406,7</i>
<b>1_B_N_N_E</b>	Voyages	33,6	21,3	25,8	27,1	26,8
	Crédit	104,8	109,9	118,9	120,0	126,1
	Débit	71,2	88,6	93,1	92,9	99,3
<b>1_B_N_N_E</b>	Autres services	-538,7	-560,3	-665,0	-419,8	-427,4
	Crédit	118,9	137,8	142,5	186,4	191,4
	Débit	657,7	698,1	807,5	606,2	618,8
<b>1_B_N_AL_E</b>	<b>Revenu primaire</b>	<b>-190,0</b>	<b>-174,8</b>	<b>-222,1</b>	<b>-290,8</b>	<b>-283,4</b>
	<b>Crédit</b>	<b>46,6</b>	<b>56,7</b>	<b>55,6</b>	<b>71,6</b>	<b>97,9</b>
	<b>Débit</b>	<b>236,6</b>	<b>231,5</b>	<b>277,7</b>	<b>362,4</b>	<b>381,3</b>
<b>1_B_N_AL_E</b>	<b>Rémunération des salariés</b>	<b>2,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>13,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>21,3</b>	<b>22,7</b>	<b>19,1</b>	<b>23,2</b>	<b>46,8</b>
	<b>Débit</b>	<b>18,7</b>	<b>21,4</b>	<b>17,9</b>	<b>22,1</b>	<b>33,3</b>
<b>3_B_N_AL_E</b>	<b>Revenus des investissements</b>	<b>-197,4</b>	<b>-173,5</b>	<b>-224,2</b>	<b>-289,4</b>	<b>-294,7</b>
	<b>Crédit</b>	<b>20,0</b>	<b>29,8</b>	<b>31,8</b>	<b>44,6</b>	<b>47,2</b>
	<b>Débit</b>	<b>217,4</b>	<b>203,3</b>	<b>256,0</b>	<b>334,0</b>	<b>342,0</b>
<b>1_B_N_AL_E</b>	<b>Autre revenu primaire</b>	<b>4,8</b>	<b>-2,7</b>	<b>1,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>-2,1</b>
	<b>Crédit</b>	<b>5,3</b>	<b>4,2</b>	<b>4,7</b>	<b>3,8</b>	<b>3,9</b>
	<b>Débit</b>	<b>0,5</b>	<b>6,9</b>	<b>3,8</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>
<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Revenu secondaire</b>	<b>957,2</b>	<b>967,3</b>	<b>1 023,2</b>	<b>864,1</b>	<b>871,4</b>
	<b>Crédit</b>	<b>1023,1</b>	<b>1039,3</b>	<b>1 124,6</b>	<b>957,7</b>	<b>972,8</b>
	<b>Débit</b>	<b>65,9</b>	<b>72,0</b>	<b>101,4</b>	<b>93,6</b>	<b>101,4</b>
<b>2_B_GG_AL_E</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>569,8</b>	<b>542,9</b>	<b>613,0</b>	<b>428,7</b>	<b>414,2</b>
	<b>Crédit</b>	<b>571,7</b>	<b>546,8</b>	<b>625,6</b>	<b>439,7</b>	<b>419,1</b>
	<b>Débit</b>	<b>1,9</b>	<b>4,0</b>	<b>12,6</b>	<b>10,9</b>	<b>5,0</b>
<b>2_B_GG_AL_E</b>	Coopération internationale courante	570,0	542,9	613,0	428,7	414,2
	Crédit	571,7	546,8	625,6	439,7	419,1
	Débit	1,7	4,0	12,6	10,9	5,0
<b>2_B_OS_AL_E</b>	<b>Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM</b>	<b>387,4</b>	<b>424,4</b>	<b>410,2</b>	<b>435,3</b>	<b>457,2</b>
	<b>Crédit</b>	<b>451,4</b>	<b>492,4</b>	<b>499,0</b>	<b>518,1</b>	<b>553,7</b>
	<b>Débit</b>	<b>64,0</b>	<b>68,0</b>	<b>88,8</b>	<b>82,7</b>	<b>96,5</b>
<b>2_B_OS_AL_E</b>	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	379,6	403,1	394,0	422,8	439,5
	Crédit	433,7	460,2	471,2	491,0	521,2
	Débit	54,1	57,2	77,2	68,1	81,7
<b>2_B_OS_AL_E</b>	Envois de fonds des travailleurs	379,6	403,1	394,0	422,8	439,5
	Crédit	433,7	460,2	471,2	491,0	521,2
	Débit	54,1	57,2	77,2	68,1	81,7
<b>2_B_OS_AL_E</b>	Autres transferts courants	7,8	21,4	16,2	12,5	17,7
	Crédit	17,7	32,2	27,8	27,1	32,5
	Débit	9,9	10,8	11,6	14,6	14,8

<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Compte de capital</b>	<b>114,1</b>	<b>202,5</b>	<b>124,2</b>	<b>150,1</b>	<b>133,0</b>
	<b>Crédit</b>	<b>124,0</b>	<b>207,9</b>	<b>128,5</b>	<b>152,4</b>	<b>139,4</b>
	<b>Débit</b>	<b>9,9</b>	<b>5,5</b>	<b>4,2</b>	<b>2,3</b>	<b>6,4</b>
<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits</b>	<b>-2,0</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,4</b>	<b>-2,1</b>	<b>-6,1</b>
	<b>Crédit</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Débit</b>	<b>2,0</b>	<b>4,5</b>	<b>4,0</b>	<b>2,1</b>	<b>6,1</b>
<b>2_B_AL_AL_E</b>	<b>Transferts de capital</b>	<b>116,1</b>	<b>206,4</b>	<b>127,7</b>	<b>152,2</b>	<b>139,0</b>
	<b>Crédit</b>	<b>124,0</b>	<b>207,4</b>	<b>127,9</b>	<b>152,4</b>	<b>139,4</b>
	<b>Débit</b>	<b>7,9</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>
<b>2_B_GG_AL_E</b>	<b>Administration publique</b>	<b>96,7</b>	<b>178,7</b>	<b>104,7</b>	<b>114,0</b>	<b>93,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>102,3</b>	<b>178,7</b>	<b>104,7</b>	<b>114,0</b>	<b>93,5</b>
	<b>Débit</b>	<b>5,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>2_B_GG_AL_E</b>	<b>Remises de dette</b>	<b>14,9</b>	<b>59,9</b>	<b>17,7</b>	<b>18,2</b>	<b>19,0</b>
	<b>Crédit</b>	<b>14,9</b>	<b>59,9</b>	<b>17,7</b>	<b>18,2</b>	<b>19,0</b>
	<b>Débit</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>2_B_GG_AL_E</b>	<b>Autres transferts de capital</b>	<b>81,8</b>	<b>118,8</b>	<b>87,0</b>	<b>95,7</b>	<b>74,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>87,4</b>	<b>118,8</b>	<b>87,0</b>	<b>95,7</b>	<b>74,5</b>
	<b>Débit</b>	<b>5,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>2_B_OS_AL_E</b>	<b>Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM</b>	<b>19,4</b>	<b>27,7</b>	<b>22,9</b>	<b>38,2</b>	<b>45,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>21,7</b>	<b>28,7</b>	<b>23,2</b>	<b>38,5</b>	<b>45,9</b>
	<b>Débit</b>	<b>2,3</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>
<b>2_B_OS_AL_E</b>	<b>Remises de dette</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Crédit</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Débit</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>2_B_OS_AL_E</b>	<b>Autres transferts de capital</b>	<b>19,4</b>	<b>27,7</b>	<b>22,9</b>	<b>38,2</b>	<b>45,5</b>
	<b>Crédit</b>	<b>21,7</b>	<b>28,7</b>	<b>23,2</b>	<b>38,5</b>	<b>45,9</b>
	<b>Débit</b>	<b>2,3</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>
<b>B_B_AL_AL_E</b>	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)</b>	<b>-141,7</b>	<b>-125,1</b>	<b>-407,7</b>	<b>-494,0</b>	<b>-331,5</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Compte financier</b>	<b>-106,3</b>	<b>-161,9</b>	<b>-197,5</b>	<b>-417,4</b>	<b>-400,7</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>129,8</b>	<b>188,8</b>	<b>238,1</b>	<b>123,9</b>	<b>72,5</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>236,1</b>	<b>350,7</b>	<b>435,6</b>	<b>541,3</b>	<b>473,1</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)</b>	<b>-106,3</b>	<b>-161,9</b>	<b>-197,5</b>	<b>-417,4</b>	<b>-400,7</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Investissement direct</b>	<b>-70,9</b>	<b>-114,2</b>	<b>-153,8</b>	<b>-318,3</b>	<b>-259,4</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,3</b>	<b>48,7</b>	<b>57,5</b>	<b>7,3</b>	<b>0,2</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>71,2</b>	<b>162,9</b>	<b>211,3</b>	<b>325,6</b>	<b>259,6</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Titres de participation et parts de fonds de placement</b>	<b>-59,4</b>	<b>-5,6</b>	<b>-83,0</b>	<b>-205,5</b>	<b>-197,7</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,3</b>	<b>48,7</b>	<b>57,4</b>	<b>7,3</b>	<b>1,0</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>59,7</b>	<b>54,3</b>	<b>140,3</b>	<b>212,8</b>	<b>198,7</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Instruments de dette</b>	<b>-11,5</b>	<b>-108,6</b>	<b>-70,8</b>	<b>-112,9</b>	<b>-61,7</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,9</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>11,5</b>	<b>108,6</b>	<b>70,9</b>	<b>112,9</b>	<b>60,8</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>-88,9</b>	<b>-63,7</b>	<b>-137,6</b>	<b>-16,7</b>	<b>-118,6</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>1,5</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>90,4</b>	<b>63,8</b>	<b>136,9</b>	<b>16,6</b>	<b>118,4</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Titres de participation et parts de fonds de placement</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,2</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>1,9</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>
<b>4_N_GG_AL_E</b>	<b>Administrations publiques</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>4_N_OS_AL_E</b>	<b>Autres secteurs</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,2</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,075</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>0,0</b>	<b>0,814</b>	<b>1,9</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,4</b>
<b>4_N_FC_AL_E</b>	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>
<b>4_N_NC_AL_E</b>	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,8</i>	<i>-2,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>

<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Titres de créance</b>	<b>-88,9</b>	<b>-62,9</b>	<b>-135,0</b>	<b>-16,1</b>	<b>-118,9</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	1,5	0,0	0,0	0,0	-0,1
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	90,4	62,9	135,0	16,1	118,8
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-90,4	-59,2	-135,0	-16,1	-119,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0000	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	90,4	59,1996	135,0	16,1	119,4
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	1,5	-3,7	0,0	0,0	0,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	1,5	0,000	0,0	0,0	-0,1
	Augmentation nette de passifs	0,0	3,739	0,0	0,0	-0,6
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	1,5	-3,7	0,0	0,0	-0,1
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	1,5	0,0	0,0	0,0	-0,1
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	0,0	3,7	0,0	0,0	0,0
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,6
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>4_N_AL_AL_E</b>	<b>Autres investissements</b>	<b>53,5</b>	<b>15,9</b>	<b>93,8</b>	<b>-82,4</b>	<b>-22,7</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>128,0</b>	<b>140,0</b>	<b>181,3</b>	<b>116,8</b>	<b>72,5</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>74,5</b>	<b>124,1</b>	<b>87,5</b>	<b>199,2</b>	<b>95,2</b>
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	53,5	15,9	93,8	-82,4	-22,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	128,0	140,0	181,3	116,8	72,5
	Augmentation nette de passifs	74,5	124,1	87,5	199,2	95,2
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-55,6	-127,7	-88,7	-121,2	-25,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	55,6	127,7	88,7	121,2	25,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	109,1	143,6	182,5	38,8	2,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	128,0	140,0	181,3	116,8	72,5
	Augmentation nette de passifs	18,9	-3,603	-1,2	78,0	70,2
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	0,0	-1,0	-3,8	1,5	-4,5
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	0,0	0,0	0,0	1,5	-0,6
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	0,0	1,0	3,8	0,0	3,8
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	109,1	144,6	186,4	37,3	6,8
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	128,0	140,022	181,3	115,3	73,1
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	18,9	-4,594	-5,1	78,0	66,3
<b>5_N_AL_AL_E</b>	<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>-97,6</b>	<b>-123,5</b>	<b>-107,6</b>	<b>35,3</b>	<b>35,8</b>
	<b>Crédit</b>	<b>-2 713,4</b>	<b>-3 096,7</b>	<b>-3 282,4</b>	<b>-2994,2</b>	<b>-3 258,7</b>
	<b>Débit</b>	<b>-2 615,8</b>	<b>-2 973,2</b>	<b>-3 174,9</b>	<b>-3029,5</b>	<b>-3 294,5</b>
<b>0_N_N_N_E</b>	<b>Solde global</b>	<b>-133,0</b>	<b>-86,6</b>	<b>-317,8</b>	<b>-41,3</b>	<b>104,9</b>
	<b>Crédit</b>	<b>28,6</b>	<b>-33,8</b>	<b>-193,4</b>	<b>68,6</b>	<b>204,1</b>
	<b>Débit</b>	<b>161,6</b>	<b>52,7</b>	<b>124,4</b>	<b>109,9</b>	<b>99,2</b>
	<b>Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts</b>	<b>133,0</b>	<b>86,6</b>	<b>317,8</b>	<b>41,3</b>	<b>-104,9</b>
	<b>Acquisition nette d'actifs financiers</b>	<b>-28,6</b>	<b>33,8</b>	<b>193,4</b>	<b>-68,6</b>	<b>-204,1</b>
	<b>Augmentation nette de passifs</b>	<b>-161,6</b>	<b>-52,7</b>	<b>-124,4</b>	<b>-109,9</b>	<b>-99,2</b>
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	153,5	102,0	306,8	-73,9	-115,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	144,3	97,3	274,2	-98,1	-178,4
	Augmentation nette de passifs	-9,2	-4,7	-32,6	-24,3	-63,4
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-20,5	-15,5	11,0	115,2	10,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	-172,9	-63,5	-80,8	29,6	-25,7
	Augmentation nette de passifs	-152,4	-48,0	-91,8	-85,6	-35,8



**TABLEAU A15 : Balance des paiements du Mali de 2018 (détaillée)**

Code	Code SDMX	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A	100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 395 907	3 860 402	-464 495
	011000_1_B_N_N_E	..-- Biens et services	2 325 227	3 377 697	-1 052 470
1.A.a	110000_1_B_N_N_E	....-- Biens	1 991 432	2 204 033	-212 601
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	.....- Marchandises générales, base balance des paiements	603 074	2 204 033	-1 600 959
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	.....- Dont : Réexportations	70 705	0	70 705
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	.....- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	.....- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	.....- Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	.....- Or non monétaire	1 388 358	0	1 388 358
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	....-- Services	333 795	1 173 664	-839 868
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	.....- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0	0	0
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	.....- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	.....- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	.....- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0	5 154	-5 154
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	.....- Transport	16 304	455 637	-439 333
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	.....- Pour tous les modes de transports	16 304	455 637	-439 333
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	.....- Voyageurs	1 991	42 286	-40 296
1.A.b.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	.....- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E	.....- Fret	12 428	406 697	-394 269
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	.....- Autres	1 885	6 593	-4 708
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	.....- Transports maritimes	0	223 683	-223 683
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	.....- Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E	.....- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	.....- Fret	0	223 683	-223 683
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	.....- Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	.....- Transports aériens	4 449	70 749	-66 300
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	.....- Voyageurs	1 247	40 117	-38 870
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E	.....- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E	.....- Fret	1 317	30 502	-29 185
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	.....- Autres	1 885	130	1 755
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	.....- Autres modes de transport	11 855	161 143	-149 289
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	.....- Voyageurs	744	2 170	-1 426
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_N_N_E	.....- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_N_N_E	.....- Fret	11 111	152 511	-141 400
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	.....- Autres	0	6 462	-6 462
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	.....- Services postaux et services de messagerie	0	61	-61
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	.....- Voyages	126 094	99 260	26 834
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	.....- À titre professionnel	66 447	60 586	5 861
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	.....- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_N_N_E	.....- Autres	66 447	60 586	5 861
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	.....- À titre personnel	59 646	38 674	20 973
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	.....- Santé	38	6 220	-6 183
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	.....- Éducation	14 346	8 427	5 919
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	.....- Autres	45 262	24 026	21 236
1.A.b.4.0	124000_1_B_N_N_E	.....- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	1 891	0	1 891
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	.....- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	.....- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_N_N_E	.....- Services d'hébergement	1 891	0	1 891
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_N_N_E	.....- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_N_N_E	.....- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_N_N_E	.....- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_N_N_E	.....- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	.....- Travaux de construction	0	37 136	-37 136
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	.....- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	.....- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	37 136	-37 136
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	.....- Services d'assurance et de retraite	260	16 152	-15 893
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	.....- Assurance directe	0	13 119	-13 119
1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	.....- Réassurance	193	554	-360
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	.....- Services auxiliaires d'assurance	66	2 479	-2 413
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	.....- Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	.....- Services financiers	2 686	11 395	-8 709
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	.....- Services financiers explicitement facturés et autres	2 683	11 395	-8 712
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	.....- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	.....- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	0	0
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	.....- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	123 865	68 216	55 649
1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	.....- Services de télécommunications	123 865	58 593	65 272
1.A.b.9.2	129200_1_B_N_N_E	.....- Services d'informatique	0	9 283	-9 283
1.A.b.9.3	129300_1_B_N_N_E	.....- Services d'information	0	341	-341
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	.....- Autres services aux entreprises	793	81 502	-80 709
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	.....- Services de recherche-développement	0	10 341	-10 341
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	.....- Services spécialisés et services de conseil en gestion	0	28 720	-28 720
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	.....- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	793	42 441	-41 648
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	.....- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	321	0	321
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	.....- Services audio-visuels et connexes	157	0	157
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	.....- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	164	0	164
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	.....- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	63 476	399 211	-335 735
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	.....- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0

1.B	130000_1_B_N_AL_E	--- Revenu primaire	97 892	381 270	-283 378
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	---- Rémunération des salariés	46 786	33 318	13 469
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	---- Revenus des investissements	47 236	341 952	-294 717
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	----- Investissements directs	1 952	280 510	-278 558
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	338	249 785	-249 447
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	338	118 164	-117 827
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	184	113 494	-113 310
		----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct			
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	(investissements à rebours)	120	3 214	-3 094
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	34	1 456	-1 422
1	311131_3D_B_N_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
2	311132_3D_B_N_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3	311133_3D_B_N_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	----- Bénéfices réinvestis	0	131 620	-131 620
		----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1	31100z_3_B_N_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	0	0	0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	1 615	30 725	-29 111
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	7	27 372	-27 366
		----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	0	0
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	1 608	3 353	-1 745
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_N_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_N_AL_E	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	----- Investissements de portefeuille	44 162	28 111	16 051
1.B.2.2	320000_3E_B_N_AL_E	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 025	684	342
1.B.2.2.1	321100_3D_B_N_AL_E	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	881	660	221
		----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	144	24	120
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_N_AL_E	----- Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_B_N_AL_E	----- Bénéfices réinvestis	144	24	120
1.B.2.2.2	320000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	43 136	27 427	15 709
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_N_ST_E	----- À court terme	25 607	7 488	18 119
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_N_LT_E	----- À long terme	17 529	19 939	-2 410
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E	----- Autres investissements	1 122	33 332	-32 210
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	1 122	33 318	-32 196
		----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	14	-14
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E	----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E	----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E	----- Autre revenu primaire	3 870	6 000	-2 130
1.B.3	132000_1_B_N_AL_E	----- Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E	----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.2	132200_1_B_N_AL_E	----- Loyers	3 870	6 000	-2 130
1.B.3.3	132300_1_B_N_AL_E	--- Revenu secondaire</td <td>972 788</td> <td>101 435</td> <td>871 353</td>	972 788	101 435	871 353
1.C	140000_2_B_AL_AL_E	---- Administrations publiques	419 119	4 950	414 169
1.C.1	140000_2_B_GG_AL_E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E	----- Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.1.2	142000_2_B_GG_AL_E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	14200z_2_B_GG_AL_E	----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E	----- Coopération internationale courante	419 119	4 950	414 169
1.C.1.4	144000_2_B_GG_AL_E	----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5	145000_2_B_GG_AL_E	----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.1.5.1	14500z_2_B_GG_AL_E	----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	553 669	96 485	457 184
1.C.2	140000_2_B_OS_AL_E	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	521 198	81 694	439 504
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E	----- Envois de fonds des travailleurs	521 198	81 694	439 504
1.C.2.1.1	14600z_2_B_OS_AL_E	----- Autres transferts courants	32 470	14 790	17 680
1.C.2.2	147000_2_B_OS_AL_E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	762	0	762
1.C.2.0.1	141000_2_B_OS_AL_E	----- Cotisations sociales	184	10 455	-10 271
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E	----- Prestations sociales	15 338	538	14 801
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	965	3 324	-2 359
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E	----- Indemnités d'assurance dommage	152	451	-299
1.C.2.0.5	149000_2_B_OS_AL_E	----- Coopération internationale courante	483	22	461
1.C.2.0.6	144000_2_B_OS_AL_E	----- Transferts courants divers	14 586	0	14 586
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E	----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E	----- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
1.C.3	14A000_2_B_OS_AL_E	Compte de capital	139 366	6 409	132 957
2.1	210000_2_B_AL_AL_E	--- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0	6 084	-6 084
2.2	220000_2_B_AL_AL_E	--- Transferts de capital	139 366	325	139 041
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E	---- Administration publique	93 495	0	93 495
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E	----- Remises de dette	18 995	0	18 995
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E	----- Autres transferts de capital	74 500	0	74 500
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E	----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	45 871	325	45 546
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E	----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E	----- Autres transferts de capital	45 871	325	625 546
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E	----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E	----- dont : entre ménages	0	0	0
2.2.2.2.1	22000z_2_B_OS_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 535 273	3 866 811	-331 538
	019000_B_B_AL_AL_E				

	300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	276 567	572 293	-295 725
	300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	276 567	572 293	-295 725
3.1	310000_4_N_AL_AL_E	.- Investissement direct	161	259 558	-259 397
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	.-.- Titres de participation et parts de fonds de placement	1 024	198 713	-197 689
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiés	1 024	67 092	-66 069
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	819	67 785	-66 967
		.-.-.-.-.- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	205	0	205
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	0	-693	693
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Réinvestissement des bénéficiés	0	131 620	-131 620
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	312000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Instruments de dette	-863	60 845	-61 708
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	62 031	-62 031
		.-.-.-.-.- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	-1 483	1 483
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	-863	297	-1 160
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
		.-.-.-.-.- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	.-.- Investissements de portefeuille	27 229	118 128	-90 900
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Titres de participation et parts de fonds de placement	-73	-655	581
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E	.-.-.-.- Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E	.-.-.-.- Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	.-.-.-.- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	46	-288	334
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E	.-.-.-.- Autres secteurs	-119	-367	248
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E	.-.-.-.-.- Autres sociétés financières	0	-35	35
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	.-.-.-.-.- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-119	-332	213
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Réinvestissement des bénéficiés	0	0	0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E	.-.-.- Titres de créance	27 302	118 783	-91 481
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E	.-.-.-.- Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E	.-.-.-.-.- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E	.-.-.-.-.- À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E	.-.-.-.-.- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E	.-.-.-.-.- À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	.-.-.-.-.- À long terme	0	0	0
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E	.-.-.-.-.- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	27 374	0	27 374
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E	.-.-.-.-.- À court terme	28 255	0	28 255
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E	.-.-.-.-.- À long terme	-881	0	-881
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	.-.-.-.-.- Administrations publiques	0	119 393	-119 393
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E	.-.-.-.-.- À court terme	0	75 564	-75 564
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E	.-.-.-.-.- À long terme	0	43 829	-43 829
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E	.-.-.-.-.- Autres secteurs	-72	-610	538
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	.-.-.-.-.- À court terme	-72	0	-72
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E	.-.-.-.-.- À long terme	0	-610	610
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E	.-.-.-.-.- Autres sociétés financières	-72	0	-72
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	.-.-.-.-.- À court terme	-72	0	-72
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	.-.-.-.-.- À long terme	0	0	0
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	.-.-.-.-.- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	-610	610
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E	.-.-.-.-.- À court terme	0	0	0
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E	.-.-.-.-.- À long terme	0	-610	610
3.2.3	330000_4_N_AL_AL_E	.-.- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	.-.-.- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	.-.-.-.- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	.-.-.-.- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	.-.-.-.- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	.-.-.-.- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	.-.-.-.-.- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	.-.-.-.-.- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	63
3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	.-.-.-.-.- Options sur titres des employés	0	0	0

3.4	340000_4_N_AL_AL_E	--- Autres investissements	70 748	194 607	-123 859
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	---- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	51 762	142 636	-90 874
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0	14 157	-14 157
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0	14 157	-14 157
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-10 227	128 479	-138 706
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	-10 227	128 479	-138 706
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	61 989	0	61 989
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	62 630	0	62 630
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	-641	0	-641
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	-641	0	-641
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	-641	0	-641
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	62 630	0	62 630
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	62 630	0	62 630
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	--- Prêts	-6 857	65 378	-72 235
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0	64 068	-64 068
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	64 068	-64 068
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-6 857	-92 290	85 433
3.4.3.2.1	34300z_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	26 703	157 841	-131 138
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	-33 560	-250 131	216 571
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0	25 000	-25 000
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	----- Autres à long terme	0	25 000	-25 000
3.4.3.4	343000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	0	68 600	-68 600
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	0	24 347	-24 347
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	0	44 253	-44 253
3.4.3.4.1	343000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0	2 656	-2 656
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	0	2 656	-2 656
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	343000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	65 944	-65 944
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	0	21 691	-21 691
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	0	44 253	-44 253
3.4.4	344000_4_N_AL_AL_E	--- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0	420	-420
3.4.4.1	344000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	344000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	344000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	344000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	344000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	0	420	-420
3.4.4.4.1	344000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0	420	-420
3.4.4.4.2	344000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	344100_4_N_AL_AL_E	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	344200_4_N_AL_AL_E	----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	344300_4_N_AL_AL_E	----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	344400_4_N_AL_AL_E	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	344500_4_N_AL_AL_E	----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	344600_4_N_AL_AL_E	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	345000_4_N_AL_AL_E	--- Crédits commerciaux et avances	9 681	1 133	8 548
3.4.5.1	345000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	345000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	345000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	345000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	345000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	345000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	345000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	345000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	345000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	345000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	345000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	9 681	1 133	8 548
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	9 681	1 133	8 548
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.1	345000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0	743	-743
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	0	743	-743
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 681	390	9 291
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	9 681	390	9 291
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	0	0	0

3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	16 162	-14 960	31 122
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0	-14 809	14 809
3.4.6.1.1	346000_4_N_CB_ST_E	.----- À court terme	0	-14 809	14 809
3.4.6.1.2	346000_4_N_CB_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	346000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_MA_ST_E	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_MA_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	346000_4_N_DT_AL_E	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	15 331	-151	15 482
3.4.6.2.1	346000_4_N_DT_ST_E	.----- À court terme	15 331	-151	15 482
3.4.6.2.2	346000_4_N_DT_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	346000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	346000_4_N_GG_ST_E	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	346000_4_N_GG_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	346000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	831	0	831
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	831	0	831
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.1	346000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	346000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	831	0	831
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme	831	0	831
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.4.7	347000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	350000_4_N_AL_AL_E	-- Avoirs de réserve	178 430	0	178 430
3.5.1	351000_4_N_AL_AL_E	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	352000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	64 345	0	64 345
3.5.6.6	353000_4_N_AL_AL_E	.---- Position de réserve au FMI	9 056	0	9 056
3.5.4.1	354000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres avoirs de réserve	105 029	0	105 029
3.5.4.1.1	354100_4_N_AL_AL_E	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	105 029	0	105 029
3.5.4.1.1.1	354110_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur les autorités monétaires	662	0	662
3.5.4.1.1.2	354120_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur d'autres entités	104 367	0	104 367
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	354300_4_N_AL_AL_E	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	354400_4_N_AL_AL_E	.----- Autres créances	0	0	0
6.1	400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-3 258 706	-3 294 519	35 813

**TABLEAU A16 : Position extérieure Globale du Mali de 2014 à 2018 (détaillée)**

Label	2014	2015	2016	2017	2018
<b>Net International Investment Position</b>	<b>-2 868,3</b>	<b>-2 788,2</b>	<b>-3 671,3</b>	<b>-4 307,5</b>	<b>-4 465,5</b>
<b>Assets</b>	<b>1 427,7</b>	<b>1 783,8</b>	<b>1 739,7</b>	<b>1 445,9</b>	<b>1 513,6</b>
Direct investment	28,7	66,5	128,9	79,2	8,0
Equity and investment fund shares	28,7	66,4	103,1	53,3	1,5
Direct investor in direct investment enterprises	27,5	63,8	103,0	43,5	1,5
Direct investment enterprises in direct investor			0,0		0,0
Between fellow enterprises	1,2	2,5	0,0	9,8	0,0
Debt instruments	0,0	0,1	25,9	25,9	6,4
Direct investor in direct investment enterprises	0,0	0,1	0,0	0,0	
Direct investment enterprises in direct investor (reverse investment)					
Between fellow enterprises					
Portfolio investment	403,0	696,4	505,6	516,8	544,1
Equity and investment fund shares	1,8	123,6	2,7	3,7	2,2
Central bank					0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	1,2	1,6	1,4	1,8	1,6
General government					0,0
Other sectors	0,6	122,1	1,3	1,9	0,5
Other financial corporations					0,5
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs					0,0
Debt securities	401,2	572,8	502,9	513,2	541,9
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					
Long-term					
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0
Long-term					0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	399,0	572,8	502,9	512,9	541,7
Short-term	262,0	231,1	155,0	106,8	84,0
Long-term	137,0	341,7	347,9	406,1	457,7
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0
Long-term					0,0
Other sectors	2,2	0,0	0,0	0,2	0,2
Short-term			0,0	0,2	0,2
Long-term	2,2		0,0	0,0	0,0
Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other investment	516,8	578,1	894,6	361,4	432,1
Other equity					
Currency and deposits	356,0	374,9	741,2	171,9	223,6
Central banks					0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	247,0	242,9	415,2	31,6	131,1
General government					0,0
Other sectors	109,0	132,1	326,0	140,3	92,6
Short-term					
Long-term					
Other financial corporations					
Short-term					
Long-term					
Nonfinancial corporations, households, NPISHs					
Short-term					
Long-term					
Loans	109,7	113,4	62,9	152,6	145,7
Central bank					0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0
Deposit-taking corporations, except the central bank	109,7	113,1	41,2	152,6	145,7
Short-term	62,5	76,3	28,6	119,0	145,7
Long-term	47,2	36,8	12,6	33,6	0,0
General government					0,0
Other sectors		0,4	21,8	0,0	0,0
Insurance, pension, and standardized guarantee schemes	0,0	0,0	0,0	1,5	1,5
Trade credit and advances	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3
Central bank					0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0
Deposit-taking corporations, except central bank					0,0
General government					0,0
Other sectors	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3
Short-term	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3
Short-term	50,5	33,0	89,2	8,6	18,3
Long-term			0,0		0,0

Other accounts receivable	0,6	56,7	1,3	26,9	43,0
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	0,6	0,6	0,3	0,7	16,0
Short-term	0,6	0,6	0,3	0,7	16,0
Long-term			0,0	0,0	0,0
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other sectors	0,0	56,2	1,0	26,2	27,0
Short-term	0,0	56,2	0,0	25,4	27,0
Long-term	0,0	0,0	1,0	0,7	0,0
Other financial corporations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nonfinancial corporations, households, NPISHs	0,0	56,2	1,0	26,2	27,0
Short-term		56,2	0,0	25,4	27,0
Long-term		0,0	1,0	0,7	0,0
Reserve assets	479,2	442,8	210,5	488,5	529,5
Monetary gold					0,0
Of which: Monetary gold under swap for cash collateral					0,0
Special drawing rights	57,4	57,2	46,9	59,3	126,4
Reserve position in the IMF	73,0	9,4	31,1	19,2	28,9
Other reserve assets	348,7	376,1	132,5	410,0	374,2
Currency and deposits	348,7	376,1	132,5	410,0	374,2
Claims on monetary authorities	1,2	0,7	2,1	1,9	2,5
Claims on other entities	347,5	375,4	130,4	408,2	371,6
Securities					0,0
Debt securities					0,0
Equity and investment fund shares					0,0
Of which: Securities under repo for cash collateral					0,0
Financial derivatives					0,0
Other claims					0,0
<b>Liabilities</b>	<b>4 296,0</b>	<b>4 572,0</b>	<b>5 411,0</b>	<b>5 753,4</b>	<b>5 979,1</b>
Direct investment	1 592,8	1 822,4	2 012,6	2 195,8	2 251,4
Equity and investment fund shares	690,3	676,7	818,7	1 052,4	1 290,4
Direct investor in direct investment enterprises	675,2	670,2	812,1	1 041,1	1 289,2
Direct investment enterprises in direct investor	8,5	0,0	0,0	0,8	0,4
Between fellow enterprises	6,5	6,5	6,5	10,5	0,8
Debt instruments	666,9	1 058,5	1 110,6	989,4	961,0
Direct investor in direct investment enterprises	666,9	1 057,0	1 015,9	852,7	864,6
Direct investment enterprises in direct investor		0,0	72,9	81,8	90,0
Between fellow enterprises	0,0	1,5	21,8	54,9	6,4
Portfolio investment	216,8	267,1	469,2	395,1	513,2
Equity and investment fund shares	20,0	12,6	13,5	14,9	12,1
Central bank					0,0
Monetary authorities (where relevant)					0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	14,2	10,0	12,4	9,9	10,1
General government					0,0
Other sectors	5,8	2,6	1,1	5,1	1,9
Debt securities	196,8	254,5	455,7	380,2	501,2
Central bank	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0
Long-term					0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0
Long-term					0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	37,1	31,7	101,7	9,8	8,1
Short-term	17,3	0,0	34,7	0,0	0,0
Long-term	19,8	31,7	67,0	9,8	8,1
General government	159,8	219,0	354,0	370,3	489,7
Short-term	150,3	88,3	96,1	41,7	117,3
Long-term	9,5	130,7	257,9	328,6	372,5
Other sectors		3,7			3,3
Financial derivatives (other than reserves) and employee stock options	0,4	0,0	0,0		
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank	0,4				
General government					
Other sectors	0,0	0,0	0,0		
Financial derivatives (other than reserves)					

Other investment	2 486,0	2 482,5	2 929,2	3 162,5	3 214,5
Other equity					0,0
Currency and deposits	212,3	308,4	339,3	34,5	177,2
Central banks	4,0	2,9	15,6	2,1	16,2
Short-term	4,0	2,9	15,6	2,1	16,2
Long-term	0,0	0,0	0,0		0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Short-term					0,0
Long-term					0,0
Deposit-taking corporations, except the central bank	208,3	305,5	323,8	32,5	160,9
General government					0,0
Other sectors					0,0
Loans	2 180,8	2 014,0	2 334,5	2 675,2	2 748,6
Central bank	72,8	79,6	104,7	113,1	181,2
Credit and loans with the IMF	72,8	79,6	104,7	113,1	181,2
Other short-term					0,0
Other long-term					0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Credit and loans with the IMF					0,0
Other short-term					0,0
Other long-term					0,0
Deposit-taking corporations, except the central bank	165,0	154,5	112,5	368,5	276,2
Short-term	0,1	0,1	0,0	0,3	158,1
Long-term	164,9	154,4	112,5	368,2	118,1
General government	1 484,6	1 754,4	1 843,1	2 069,1	2 094,1
Credit and loans with the IMF					0,0
Other short-term					0,0
Other long-term	1 484,6	1 754,4	1 843,1	2 069,1	2 094,1
Other sectors	458,5	25,5	274,2	124,5	197,1
Short-term	5,5	0,0	217,0	10,7	59,0
Long-term	453,0	25,5	57,2	113,9	138,1
Other financial corporations	0,0	0,0	13,8	0,0	7,5
Short-term			0,0		7,5
Long-term			13,8		0,0
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	458,5	25,5	260,4	124,5	189,6
Short-term	5,5	0,0	217,0	10,7	51,5
Long-term	453,0	25,5	43,5	113,9	138,1
Insurance, pension, and standardized guarantee schemes					0,4
Trade credit and advances	13,2	67,9	56,0	60,1	61,2
Central bank					
Monetary authorities (where relevant)					
Deposit-taking corporations, except central bank					
Long-term					
General government					
Other sectors	13,2	67,9	56,0	60,1	61,2
Short-term	13,2	67,0	56,0	60,1	60,6
Long-term	0,0	1,0	0,0	0,0	0,6
Other financial corporations	0,0	1,0	0,0	0,0	0,7
Short-term		0,0		0,0	0,7
Long-term		1,0		0,0	0,0
Nonfinancial corporations, households, and NPISHs	458,5	67,0	56,0	60,1	60,5
Short-term	13,224	67,0	56,0	60,1	59,9
Long-term	0,013	0,0	0,0	0,0	0,6
Other accounts payable - other	9,7	17,4	124,7	323,1	155,9
Central bank	9,1	10,1	100,5	300,3	155,9
Short-term	9,1	10,1	100,5	300,3	155,9
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monetary authorities (where relevant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Deposit-taking corporations, except central bank	0,6	0,0	0,0	0,2	0,0
Short-term	0,6	0,0	0,0	0,2	0,0
Long-term	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
General government	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Other sectors		7,3	24,2	22,6	0,0
Special drawing rights (Net incurrence of liabilities)	70,0	74,6	74,8	69,6	71,2





**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga  
BP 3108 - Dakar - Sénégal  
[www.bceao.int](http://www.bceao.int)